

UNIVERZITA KARLOVA V PRAZE

FAKULTA SOCIÁLNÍCH VĚD

Institut mezinárodních studií

Chiheb Kefi

La chute du Président de Gaulle

Bakalářská práce

Praha 2008

Autor práce: Chiheb Kefi

Vedoucí práce: Mgr. Eliška Tomalová; PhDr. David Emler

Oponent práce: PhDr. Michel Perottino

Datum obhajoby: 17. 06. 2008

Hodnocení: Velmi dobře

Bibliografický záznam

KEFI, Chiheb. *La chute du président de Gaulle*. Praha: Univerzita Karlova, Fakulta sociálních věd, Institut mezinárodních studií, 2008. 40 s. Vedoucí bakalářské práce PhDr. David Emler.

Anotace

Le mémoire de licence „La chute du président de Gaulle“ a pour thème la politique du général de Gaulle et les raisons qui ont poussé le peuple français à voter « Non » au référendum sur la réforme du Sénat et la décentralisation du 29 avril 1969. Il y a deux chapitres qui portent sur la politique étrangère et intérieure de la France - mais surtout du général de Gaulle - durant les années 1967-69. L'accent est surtout mis sur les événements qui se sont déroulés durant cette période et sur l'impact qu'ils ont eu sur le résultat du référendum du 29 avril 1969.

Du veto contre l'entrée de la Grande Bretagne dans la CEE à l'explosion de la première bombe thermonucléaire française en Polynésie en passant par la Guerre de Six Jours, la politique de détente avec l'URSS, la contestation de l'hégémonie américaine, la politique étrangère du général de Gaulle durant les années 1967-1969 ne manque pas d'événements marquants. Mais ce sont surtout les événements de la politique intérieure qui ont eu le plus grand impact sur le résultat du référendum, ainsi les législatives de 1967 ont montré une nouvelle force sur la scène politique française avec François Mitterrand à sa tête, les révoltes de Mai 68 ont exposé au grand jour la crise sociale que la France vivait et les législatives de 1968 ont révélé au peuple français un remplaçant potentiel du Général en la personne de Georges Pompidou.

Ces facteurs étaient justement ceux qui ont poussé de Gaulle à vouloir vérifier sa légitimité sous la forme d'un référendum mais ironiquement, c'était ces mêmes facteurs qui ont poussé le peuple français à voter « Non ».

Annotation

The bachelor thesis « President de Gaulle's fall » deals with the politics of general de Gaulle and analyzes the main reasons leading to a “No” vote in the French referendum on April 29 1969. This work consists of two parts, the first dealing with the international policy and the second with the domestic politics of France (which were both mostly the General's work) in a timeframe spanning from 1967 to 1969.

The events and their impacts on the results of the April 29th 1969 referendum are emphasized. Whether it is the veto against the entry of Great Britain into the EEC or the first French thermonuclear explosion in Polynesia, the Six Day War, the Détente with the USSR or the criticism of American hegemony, de Gaulle's foreign policy in the years 1967-69 was full of important events. But it were mainly the events taking place in France which had the greatest impact on the referendum. The 1967 legislative elections showed a strong opponent to de Gaulle – Francois Mitterrand – just as the events of Mai 68 showed a weaker president and a stronger Prime Minister, who proved to be a potential new leader for France. This was probably the most important reason why de Gaulle needed to gain back his legitimacy but at the same time, ironically, why the French people decided not to give it to him.

Klíčová slova

Charles de Gaulle (1890-1970), Politique internationale, Mai 68, Elections législatives, Référendum, Détente.

Keywords

Charles de Gaulle (1890-1970), International politics, Mai 1968, General elections, Referendum, Détente.

Prohlášení

1. Prohlašuji, že jsem předkládanou práci zpracoval/a samostatně a použil/a jen uvedené prameny a literaturu.
2. Souhlasím s tím, aby práce byla zpřístupněna veřejnosti pro účely výzkumu a studia.

V Praze dne ...

Chiheb Keři

Contenu

INTRODUCTION :	7
1. LA POLITIQUE ETRANGERE :	12
1.1 LE DEUXIEME VETO CONTRE L'ENTREE DU ROYAUME-UNI.....	13
1.2 LA GUERRE DE SIX JOURS.....	15
1.3 L'EUROPE DE L'ATLANTIQUE A L'OURAL	18
1.4 DE GAULLE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE :	22
1.5 LE QUEBEC LIBRE.....	24
1.6 LA FORCE DE FRAPPE NUCLEAIRE	26
2. LA POLITIQUE INTERIEURE:	30
2.1 LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1967	31
2.2 MAI 68.....	34
2.3 LES LEGISLATIVES DE 1968.....	40
2.4 LE REFERENDUM.....	41
CONCLUSION:	47
RESUME :	48
SUMMARY:	50
LITTERATURE :	50
LISTE D'ANNEXES:	55
ANNEXES :	55

Introduction :

En 1990, la France célébrait avec faste le centenaire de la naissance du Général de Gaulle. Cette commémoration allait apporter l'illustration que le fondateur de la V^e République est devenu une référence quasi nationale ; on peut dire que le nom, sinon l'homme, font désormais partie du patrimoine français. Aujourd'hui, son souvenir hante toujours la scène politique française. Il est considéré par la majorité des Français comme le plus grand héros de l'histoire de France, loin devant Napoléon et Jeanne d'Arc par exemple. Pourtant, quelques jours avant de fêter son 80ème anniversaire, il s'éteignait presque dans la solitude de sa résidence à Colombey-les-Deux-Eglises le 9 novembre 1970. Et deux ans plus tôt, durant les événements de Mai 68, il était conspué par des centaines de milliers de manifestants composés surtout de jeunes étudiants et ouvriers.

Ce personnage hors du commun était fascinant ; il pouvait exaspérer et irriter, se faire attachant et forcer le respect aussi bien de ses adversaires que de ses alliés. Il ne laissait personne indifférent.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je l'ai choisi comme thème de mon mémoire de Licence surtout que sa vie se confond avec l'histoire de son pays tout au long du siècle passé et qu'il a été un témoin privilégié et un acteur de premier plan dans les événements qui ont jalonné sa vie riche en rebondissements.

Mon mémoire de Licence va donc s'orienter sur les trois dernières années de la présidence du général de Gaulle, plus précisément du 1^{er} janvier 1967 au 27 avril 1969. Il se peut que je cite, en passant, des événements qui se produisirent en dehors de cette parenthèse temporelle, mais je m'efforcerais de ne pas les analyser dans le détail.

Ainsi, je me propose de reprendre et analyser les événements principaux qui précédèrent la démission subite du Président de la République. Je voudrais essayer de trouver une réponse

spéculative et si possible rationnelle et convaincante à la question : pourquoi le général de Gaulle a tenu à appeler ses compatriotes au référendum du 27 avril 1969 alors que ses plus proches collaborateurs le prévenaient, et les sondages le confirmaient, que les Français allaient voter contre la réforme du Sénat et la décentralisation ?

Pour trouver une réponse à cette question, je vais surtout puiser dans les œuvres que certains de ses ministres ont consacrées à ces années tumultueuses. Il s'agit notamment de son Ministre de l'Éducation nationale durant les événements de Mai 68 Alain Peyrefitte¹ et son Ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet².

Je vais également profiter des possibilités que nous procurent les nouvelles technologies et puiser dans des sources de documents en ligne comme JSTOR, mais aussi sur les sites internet dédiés au Général et relatant les événements sur lesquels je m'attarderai.

Ces sources sont selon moi cruciales pour pouvoir essayer de comprendre dans quel état d'esprit le général de Gaulle était. Une des œuvres principales dans ce mémoire sera *l'Histoire de la république gaullienne* de Pierre Vianson-Ponté³, journaliste du Monde durant l'époque étudiée. Ces œuvres sont très utiles pour plusieurs raisons, d'abord elles relatent dans le détail les événements que je vais analyser mais en même temps elles rapportent les réactions du général de Gaulle, permettant ainsi de mieux comprendre les raisons derrière les événements.

L'inconvénient de ces œuvres bibliographique est non seulement l'analyse des événements que les auteurs font eux-mêmes mais aussi la divergence dans les récits, ce qui rend difficile la possibilité de donner une réponse claire.

Avant même de commencer à récapituler et analyser les événements majeurs de 1967 à 1969, je pense qu'il est impératif de rappeler deux choses : la première concerne le concept même du

¹ PEYREFITTE, Alain : *“C'était de Gaulle III”*, Editions de Fallois, Paris, 2000.

² FOUCHET, Christian : *“Au service du General de Gaulle”*, Editions Plon, Mulhouse, 1971.

³ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : *« Histoire de la république gaullienne, Mai 1958 – Avril 1969 »*, Editions Robert Lafon, Paris, 1971.

référendum et l'autre a trait à la psychologie de l'artisan des institutions politiques de la France moderne.

Le souci principal du général de Gaulle depuis qu'il est entré en politique à la fin de la guerre était de « doter l'Etat d'institutions qui lui rendent la stabilité et la continuité dont il a été privé depuis 169 ans, tout en respectant la forme républicaine de gouvernement. »⁴

Surtout, il voulait faire de la République la chose de tous.

Ainsi, le schéma institutionnel qu'il met en place en 1958 répond à ces priorités : un président fort « tête de l'Etat » en rapport direct avec le peuple. Il ne doit pas procéder du Parlement, expression des intérêts particuliers, mais puiser sa légitimité directement dans le peuple souverain. L'établissement de liens directs avec celui-ci est donc nécessaire.

Le référendum, inscrit dans la Constitution de 1958, est une source idoine de contacts directs. Selon la conception du Général, « il ne s'agit pas tant d'une consultation des Français sur un problème important, plutôt qu'une façon de redonner une légitimation au président de la République. »⁵

Sur chaque référendum de Gaulle, en réduisant l'objet au rang de prétexte, engage sa responsabilité et prend le risque d'être désavoué.

En onze années de pouvoir, il organisera cinq référendums :

- 28 septembre 1958 : adoption de la Constitution par 79,25 % de oui contre 20,75 % de non.
- 8 janvier 1961 : 75,2 % des Français votent pour l'autodétermination en Algérie alors que 24,8% se prononcent contre.
- 8 avril 1962 : ratification des accords d'Evian avec 90 % pour et 10 % contre.

⁴MAZZUCCHETTI, Denis et FREDI, Claire: *Le gaullisme de 1940 à nos jours*, Optiques Histoire, Editions Hatier, Paris, 1995, page 36.

⁵Ibidem, page 37.

- 28 octobre 1962 : adoption de l'article relatif à l'élection du président au suffrage universel par 61,7% de oui et 38,3% de non.

Le cinquième référendum organisé le 27 avril 1969 sera fatal au Général au sens figuré, puisque le jour même, il annonçait sa démission et au sens propre, car 18 mois plus tard, il devait décéder.

La deuxième remarque a trait à la personnalité du général de Gaulle :

A l'instar du commun des mortels, le géant parmi les hommes, l'homme du 18 juin était (comme la majorité des êtres humains) effrayé par une chose : la mort. Pour lui, ce n'était toutefois pas la peur de l'inconnu ou de l'enfer qui le hantait, mais plutôt la peur de ne pas pouvoir terminer sa mission avant que son corps ne soit trop vieux pour continuer. Il avait vu tellement de géants de l'histoire mourir avant de n'avoir pu mener leur mission à terme.⁶

Néanmoins, il y avait un autre sentiment, plus fort que cette hantise de ne pas pouvoir accomplir la tâche qu'il s'est assignée, qui tourmentait le vieux septuagénaire en ce printemps de 1969; c'était celui de s'être senti trahi par l'ingratitude de ce peuple français à qui il a tellement donné ! Et cela, il ne pouvait pas le supporter.

D'ailleurs son ministre de la Culture et ancien compagnon de la Résistance, André Malraux semblait persuadé que le général de Gaulle voulait impérativement faire appel au peuple français à voter au référendum de 1969 en sachant pertinemment que la réponse allait être « Non » ; et ce pour la simple et bonne raison, que le Général tenait à être battu et espérait ainsi palper cette ingratitude qui le libérerait de tout engagement vis-à-vis de la nation française. En revanche, un autre de ses ministres et architecte du projet de réforme, Jean-Marcel Jeanneney conteste fortement ce point de vue dans un article paru dans l'Espoir où il n'hésite pas à critiquer M. Malraux, qualifiant « cette explication comme étant digne d'une tragédie classique et en mettant

⁶ COGAN, Charles G. : *"The Break-up: General De Gaulle's Separation from Power"*, Journal of Contemporary History, Vol. 27, No. 1.(Jan., 1992), page 178.

en doute son bien fondé ». ⁷ Quant à M. Peyrefitte, il partage le point de vue de M. Jeanneney en affirmant qu'il est difficile, connaissant le caractère et la nature de Charles de Gaulle, de l'imaginer se dérober devant les responsabilités que le peuple français lui a confiées. ⁸

Toujours est-il que les français ont dit leur mot et que le Général a quitté la scène politique une fois pour toutes.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce dénouement sans précédent. Je vais essayer de les évoquer tout au long de ma dissertation.

De prime abord, ce sont surtout les événements de la politique extérieure qui ont amené le peuple français à douter de la compétence et de l'infaillibilité de leur président. Les phrases concernant le Québec libre ou visant le peuple juif par exemple ont profondément choqué l'opinion publique aussi bien internationale que française. En outre le Général s'est fait en France même d'innombrables ennemis tout au long de sa carrière, mais jamais autant qui soient aussi puissants, déterminés et qui veuillent autant se débarrasser de lui que durant les trois dernières années de sa carrière politique.

C'est donc une combinaison de facteurs liés tant à ses prises de position sur les questions internationales qu'à sa politique intérieure qui sont à l'origine du désaveu du Général par le peuple français.

Ainsi sur le plan extérieur, la politique du Chef de l'Etat ne rencontre plus le même assentiment auquel il est habitué. Le rapprochement entrepris avec l'Union Soviétique, les prises de position à l'égard d'Israël, le veto contre l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun, son attitude vis-à-vis de l'hégémonisme américain et l'incident du « Québec libre » ont fini par susciter des critiques jusque dans les rangs de la majorité.

⁷ COGAN Charles G. : *"The Break-up: General De Gaulle's Separation from Power"*, page 173.

⁸ <http://www.denistouret.net/constit/3132.html>, [02.05.2008].

Au plan intérieur, la crise de Mai 1968 a révélé les insuffisances de la politique gaulliste et les goulots d'étranglement de la société française, qui depuis dix ans, connaissait l'une des plus phénoménales mutations de son histoire. Les grandes priorités du régime comme la politique étrangère, la politique monétaire ou la force de frappe nucléaire sont remises en cause par le flot de revendications du peuple français.

1. La Politique étrangère :

Depuis son arrivée au pouvoir en mai 1958, le général de Gaulle a toujours considéré la politique étrangère comme faisant partie de son *domaine réservé*. Il faut dire que la politique extérieure de la France était, d'un bout à l'autre, l'œuvre personnelle du général de Gaulle. Et comme l'a rappelé Corinne Maier dans son livre *De Gaulle et le gaullisme* : « Si on peut dire qu'il personnalise le pouvoir, il personnalise les rapports de la France avec les autres pays. »⁹

En effet, lorsque de Gaulle se rend en Amérique, en Asie, en Afrique, le peuple vient à sa rencontre.

Etant l'initiateur et l'artisan de la politique extérieure de son pays, le Général a mis en place les quatre piliers sur lesquels elle est fondée : « Contestation de la puissance américaine, dialogue avec le monde communiste, acceptation des indépendances et participation à l'Europe. »¹⁰

De son côté Valérie-Barbara Rosoux considère que « la politique gaulliste divise le monde en plusieurs cercles concentriques avec, bien entendu, la France au centre. A proximité immédiate se trouve l'Europe, au-delà, le cercle de la francophonie, formé par les anciennes colonies

⁹ MAIER, Corinne : *De Gaulle et le gaullisme, Une mythologie d'aujourd'hui*, Les essentiels Milan, 2003, page 27.

¹⁰Ibidem, page 31.

françaises et par le Québec et enfin, à la périphérie, divisé entre les superpuissances, se tient le reste du monde. »¹¹

Quant à Dorothy Pickles, elle estime que « sous le leadership du général, il était possible pour les français d'être persuadés que la France pouvait espérer jouir en même temps, d'indépendance nationale et d'appartenance à l'Union de l'Europe Occidentale (dont elle était destinée à être le leader et représentant) ; qu'elle pouvait compter sur la dissuasion nucléaire de l'OTAN, tout en développant sa force de frappe. Mais encore, la France pouvait se hausser au rang de puissance dans un monde occidental dominé par les Etats-Unis d'Amérique, et en même temps exercer une forte influence dans les pays potentiellement hostiles du bloc de l'Est. »¹²

Toutefois au sein de cette Communauté Ouest- Européenne, de Gaulle était d'avis qu'il n'y avait pas encore place pour le Royaume- Uni.

1.1 Le deuxième veto contre l'entrée du Royaume-Uni¹³

Le général souhaitait donc voir une Europe forte et indépendante, mais était en même temps hostile à son élargissement à la Grande Bretagne qu'il considérait comme étant trop proche des Etats-Unis et comme un élément perturbateur pour l'économie Européenne. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a décidé à deux reprises de refuser son entrée dans la Communauté Européenne.

Le 2 mai 1967, le gouvernement Wilson présente la seconde candidature britannique au Marché Commun mais le Général répond longuement, dans une conférence de presse, qu'il est impossible d'accueillir la demande anglaise. Il craint que la Grande Bretagne veuille se servir du Marché Commun pour échapper à ses difficultés financières, monétaires et sociales. Il déclare

¹¹ ROSOUX, Valérie-Barbara : *La mémoire du General de Gaulle*, éditions L.G.D.J, France, 1998, page 67.

¹² PICKLES; Dorothy: "*The Decline of Gaullist foreign policy*", *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 51, No. 2 (Apr., 1975), page 221.

¹³ <http://www.fordham.edu/halsall/mod/1967-degaulle-non-uk.html>, [02.05.2008].

sans détour: « La communauté ne supporterait pas qu'on introduise parmi ses membres un Etat qui, précisément par sa monnaie, par son économie, par sa politique, ne fait pas partie actuellement de l'Europe telle que nous avons commencé à la bâtir.»¹⁴

Pierre Viansson-Ponté précise dans son *Histoire de la république gaullienne*: « Oh ! Il ne s'agit pas cette fois d'un *veto* français – et les porte-parole de l'Elysée s'emploieront à en persuader les journalistes et les diplomates. Simplement d'une série de constats, l'Angleterre est toujours une île, elle est toujours *engagée au lointain des mers* avec le Commonwealth, avec l'Amérique. Si elle rentre dans la Communauté telle qu'elle est, avec ses dispositions agricoles, elle ne pourra les supporter et c'est le système des Six 'qui éclate du coup'. En fait, la Grande Bretagne dans le Marché commun, c'est le loup dans la bergerie, c'est encore et toujours le Cheval de Troie et la Communauté devrait *devenir tout autre que ce qu'elle est* ».¹⁵

L'examen de la candidature anglaise, qui devait être entamé à Bruxelles le 6 juin 1967, est ajourné en raison des événements du Proche-Orient, puis de la visite que fait M. Wilson à Paris les 19 et 20 du même mois. A Versailles, au Grand Trianon, de Gaulle reçoit avec des égards exceptionnels et des attentions de toutes sortes son visiteur, s'explique très longuement – les conversations de la première journée se prolongent pendant près de six heures – mais ne cède pas d'un pouce.

Le 26 juin, les ministres des Six discutent interminablement avec comme seul résultat de charger la Commission de la Communauté de préparer un rapport sur les conséquences qu'aurait l'entrée du Royaume-Uni. Une nouvelle réunion, le 10 juillet, du Conseil des ministres des Six, n'apporte aucun changement.¹⁶

Le 12 juillet, le général de Gaulle arrive à Bonn pour la rencontre semestrielle prévue par le traité franco-allemand et malgré les sollicitations des dirigeants Ouest-allemands en faveur de la

¹⁴ ROSOUX, Valérie-Barbara : *La mémoire du Général de Gaulle*, page 76.

¹⁵ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : *Histoire de la république gaullienne*, page 505.

¹⁶ Ibidem, page 506.

Grande Bretagne, le président français demeure inflexible. Le Royaume-Uni devra patienter encore 6 ans avant de pouvoir enfin intégrer la Communauté Européenne en 1973, en grande partie grâce à la démission du général de Gaulle et à l'élection de Georges Pompidou à la fonction de président de la République française.

Un autre allié des Etats-Unis va également faire les frais de l'inflexibilité du Général durant l'été de 1967 ; il s'agit de l'Etat d'Israël.

1.2 La Guerre de Six Jours

Sur la question du conflit arabo-israélien, de Gaulle va prendre une position assez dure vis-à-vis du gouvernement de Tel Aviv qui tranche nettement avec celle adoptée jusqu'alors par la France et en particulier par la IV^e République qui avait aidé l'Etat hébreux à se doter de l'arme atomique et avait participé à l'expédition tripartite anglo-franco-israélienne de Suez en 1956.

La description que le général de Gaulle a donnée du peuple juif a choqué une grande partie de l'opinion publique occidentale.¹⁷ Son rapprochement avec le monde arabe et sa réaction durant la Guerre de Six Jours, considérant l'état hébreux comme l'agresseur et le seul responsable du conflit n'a fait qu'augmenter le nombre d'ennemis politiques qu'il avait à l'étranger mais en France aussi. Les puissants lobbies juifs du monde entier se sont retournés contre lui, tout comme la majorité des personnes qui supportaient les israéliens.

Durant le Conseil des Ministres du 2 juin 1967, le général de Gaulle déclare :

« 1. Nous n'avons pas d'engagements dans cette affaire, vis-à-vis de personne. Les choses ont changé depuis 1957 (en clair : nous ne sommes plus les alliés d'Israël).

¹⁷ <http://www.fdesouche.com/?p=1264>, [16.1.2008].

2. Chacun des Etats en cause a le droit de vivre, y compris Israël.

3. Le pire serait l'ouverture des hostilités. Celui qui ouvrirait le feu, où que ce soit, n'aurait ni notre approbation ni notre appui.

4. Il y a les problèmes : celui du golfe d'Akaba, qui ne sera pas tranché par des formules juridiques ; le problème des réfugiés, jamais réglé depuis 1947 ; les problèmes de voisinages (il doit penser surtout à Jérusalem). Ces problèmes ne peuvent pas être réglés sur le plan interne. Ils doivent l'être sur le plan international, ce qui implique l'accord des Quatre. C'est ce que nous avons dit ; et nous maintenons, nous, notre position. Elle est fondée sur le droit international. Si le droit international est violé par tout le monde, eh bien, il y aura guerre. »¹⁸

Le 22 juin, durant une réception dans les jardins de l'Elysée où sont invités les membres des deux Assemblées, le Général, interrogé sur les israéliens, se confie :

« Oui, bien sûr. Ce sont des gens admirables. Je leur avais dit : 'N'attaquez pas les premiers', malgré cela, ils ont attaqué. Je leur en veux d'avoir fait cela. »¹⁹

On voit là que c'est surtout par pique et par dépit plutôt que par conviction que le général de Gaulle s'est ainsi emporté contre les israéliens. Il s'est donc senti offensé par le manque de considération qu'ils ont manifesté à son égard et en ignorant ses conseils.

L'opinion française avait pourtant été bouleversée par l'encerclement des israéliens. Elle supportait clairement et avec une chaleur exceptionnelle le petit Etat lors du déclenchement des hostilités. Elle avait suivi avec passion le déroulement des combats et salué par de véritables explosions d'enthousiasme les conquêtes et la victoire des Israéliens sur les voisins arabes. Des milliers, voire des dizaines de milliers de sympathisants se réunissent chacun des jours suivants le début des hostilités en divers points de la capitale et dans plusieurs grandes villes. D'ailleurs le *Fonds de solidarité pour Israël* recueille en trois jours dix millions de francs. C'est ainsi qu'on voit apparaître chez certains des sentiments troubles et, en particulier, quoique discrètement,

¹⁸ PEYREFITTE, Alain : « *C'était de Gaulle III* », page 277-278.

¹⁹ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 508.

l'esprit de revanche.²⁰ Mais il y a aussi ces six ou sept millions de victimes (les juifs morts durant l'Holocauste) dont chacun (en France et dans le reste de l'Europe) « se sent, peu ou prou, responsable. »²¹

Durant son allocution du 27 novembre 1967, le général de Gaulle fait un réquisitoire contre l'« agresseur » et débute par un rappel historique de l'établissement de l'Etat hébreu comportant cette phrase : « certains même redoutaient que les juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient toujours été de tous temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur... »²²

Peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, ces mots déchaînent un nouvel orage comme on n'en avait pas vu, même en juin 1967 où les réactions et les protestations contre la position adoptée par le Général s'étaient plus ou moins apaisées. « Une vague, un raz-de-marée de plaintes, de reproches et de cris déferlent vers l'Elysée, (...) des gaullistes répliquent (...) que de Gaulle n'a jamais été ni raciste, ni antisémite (...) mais il se trouve d'autres gaullistes qui, voulant trop prouver, assurent que le Général ne l'a sûrement pas fait exprès, que les mots ont dépassé sa pensée, ce qui est faire bien peu de cas de sa verdeur et de sa sûreté d'expression. »²³

Le journaliste John L. Hess, du *New York Times*, a écrit à ce sujet :

« L'extraordinaire, c'est que de Gaulle l'entendait comme un compliment ! Il s'apprêtait à réprimander l'Etat juif (comme il venait de le faire pour l'Amérique, l'Angleterre et le Canada)... il avait décidé d'adoucir ce sévère message par les paroles les plus flatteuses qu'il pouvait adresser à une nation. Le travail de toute sa vie en effet, depuis la débâcle de 1940, n'a-t-il pas été de persuader ses compatriotes qu'ils étaient un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ? »²⁴

²⁰ Les anciens d'Algérie qui nourrissent des sentiments anti-arabes et les nostalgiques de la IV^e République qui n'ont pas oublié la déroute de l'expédition de Suez de 1956.

²¹ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 509.

²² DE GAULLE, Charles : « *Discours et Messages, Tome V : Vers le terme 1966-1969* », Librairie Plon, 1970, page 232.

²³ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 537.

²⁴ HESS, John L. : « *The case for de Gaulle : an American viewpoint* », William and Co., 1968.

Viansson-Ponté attribue la réaction du Général à sa vieille hantise de la troisième guerre mondiale, depuis 1946, de Gaulle n'a cessé de prévenir que « la guerre est inévitable ». Le Proche-Orient n'est qu'une opération de diversion menée sur un théâtre d'opérations secondaire, mais l'affrontement au Vietnam empêche tout compromis, tout contact même entre les deux superpuissances.²⁵

C'est en tout cas ce que le Général pensait. Et c'est selon ces pensées qu'il modelait sa politique extérieure.

1.3 L'Europe de l'Atlantique à l'Oural

Le Général n'était pas pour le régime des blocs – hérité de la 2^{ème} Guerre Mondiale et entériné à Yalta - qui signifiait l'assujettissement de l'Europe occidentale aux Etats-Unis alors que le Centre et l'Est du vieux continent étaient sous la férule de l'URSS.

Il n'approuvait pas non plus la politique de la guerre froide, qui ne menait à rien. Personne n'avait envie de se faire la guerre avec des armes nucléaires. De Gaulle était désireux que les pays se libèrent de la tutelle des grandes puissances et que tous puissent reprendre entre eux des relations normales. C'était sa philosophie fondamentale.

A peine dix ans après son retour au pouvoir, le général de Gaulle était persuadé que le temps était venu pour commencer une véritable coopération sur plusieurs plans avec l'Union Soviétique et qu'elle pouvait devenir un partenaire économique principal mais aussi d'une certaine façon un partenaire politique qui pourrait beaucoup aider la France à se libérer de l'influence des Etats-Unis.

²⁵ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 513.

Il s'est trouvé que dans ces années 1958-1960, Khrouchtchev était Secrétaire Général du Parti Communiste en URSS. Curieusement, il avait un peu les mêmes idées que Gorbatchev aura vingt ans plus tard, à commencer par le désir de réduire les charges militaires pour soulager l'économie. Khrouchtchev voulait ainsi réduire de 800.000 l'armée soviétique, alors que Gorbatchev, plus tard, n'a parlé que d'un demi-million d'hommes. Cette volonté politique du successeur de Staline était un élément majeur qui a encouragé de Gaulle à chercher à organiser la détente et à établir des relations plus normales « de l'Atlantique à l'Oural ».²⁶

Cette formule du Général ne date pas de la V^e République. Il l'utilisa pour la première fois en public le 16 mars 1950 durant une conférence de presse et l'emploie à plusieurs reprises au temps du RPF (Rassemblement du Peuple Français ; 1947-1954), mais aussi après 1958. Pour le général de Gaulle, les frontières de l'Europe ne sont pas les frontières artificielles et conjoncturelles de Yalta, mais les frontières définies par la géographie que rappellent les manuels et les atlas. La création de l'Union soviétique tout comme la guerre froide n'ont rien changé aux frontières de l'Europe. Mais cette formule qui irrite si vivement les plus ardents tenants de l'intégration européenne dans le cadre de l'Europe occidentale n'était assurément pas faite pour plaire aux Soviétiques car – s'il fallait la prendre à la lettre – elle signifierait que la Sibérie et les républiques socialistes d'Asie n'appartiennent pas en fait à la Russie (que de Gaulle considère comme un pays européen), comme si l'Oural constituait à cet égard une frontière et un rempart.²⁷

Le point culminant du rapprochement que de Gaulle avait entrepris réside dans son voyage en Union Soviétique, en juin 1966 où il est accueilli par les successeurs de Khrouchtchev, à savoir Brejnev, Kossyguine et Podgornyï. Puis le 1er décembre 1966, durant la visite de Kossyguine à Paris, de Gaulle déclare : « Y aurait-il une guerre du Vietnam si l'Europe était unie ? »²⁸

²⁶ http://www.gaullisme.fr/temoignage_couv_polit_etrangr.htm#debut, [16.1.2008].

²⁷ http://www.gaullisme.fr/politique_europ_cdg.htm, [16.01.2008].

²⁸ Ibidem, [06.03.2008].

Il s'efforce néanmoins de diminuer l'influence exercée sur l'Europe de l'Est par la superpuissance soviétique. C'est la raison principale pour laquelle il se rend en Pologne en 1967 et en Roumanie en 1968, pour montrer non seulement qu'il s'attache à l'Est comme à l'Ouest, mais aussi qu'il veut à tout prix briser la bipolarité en encourageant les aspirations à l'indépendance nationale.

Evoquant le voyage en Pologne, M. Peyrefitte rapporte les détails de ce périple et les différentes rencontres du président Français avec les dirigeants Polonais :

« Le 6 septembre 1967 à 16 heures 30, la Caravelle se pose doucement sur l'aéroport d'Okacie. A l'accueil : Ochab, président du Conseil de l'Etat (c'est-à-dire Président de la République), Cyrankiewicz, Premier ministre et Rapacky, ministre des Affaires étrangères. Echange d'allocutions assez convenues. Ce qui ne l'est pas, c'est l'enthousiasme populaire qui se déchaîne bientôt. »²⁹

Chaque déplacement attire la foule, spontanée, désordonnée, chaleureuse. On n'a jamais vu ça en Pologne. On n'a jamais vu non plus, et de loin, un tel accueil du peuple pour un chef d'Etat étranger.

« Jeudi 7 septembre 1967 à 10 heures, le Général, Couve à sa droite et moi à sa gauche, faisons face à Ochab, flanqué de Cyrankiewicz et de Rapacky. Les deux Présidents s'accordent pour admettre le caractère intangible de la frontière Oder-Neisse entre Allemagne et Pologne, et pour affirmer que l'Allemagne ne saurait disposer en propre d'armes nucléaires.»³⁰

Comme il l'avait promis avant de quitter Paris, le Général a insisté devant ses interlocuteurs polonais – et malgré leurs réserves - sur la nécessité pour chaque pays d'être libre et indépendant de toute hégémonie, faisant allusion à la satellisation des pays de l'Est vis-à-vis de Moscou.

²⁹ PEYREFITTE, Alain : « *C'était de Gaulle* », page 293.

³⁰ Ibidem, page 295.

Il récidivera à Bucarest, un an plus tard, face à un Nicolae Ceausescu tout à fait acquis à la vision du leader français qui a notamment déploré la situation de pays qui, « répartis entre deux blocs opposés, se plient à une direction politique, économique et militaire provenant de l'extérieur, subissent la présence permanente des forces étrangères sur leur territoire. »³¹

Toutefois, suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les pays du Pacte de Varsovie en août 1968, la réaction de Paris sera plus que timorée. La réponse brutale de Brejnev à l'expérience du « socialisme à visage humain » du « Printemps de Prague » n'avait suscité qu'un communiqué laconique de la part de l'Elysée : « l'intervention armée de l'Union Soviétique en Tchécoslovaquie montre que le gouvernement de Moscou ne s'est pas dégagé de la politique des blocs qui a été imposé à l'Europe par l'effet des Accords de Yalta, qui est incompatible avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui n'a pu et ne peut conduire qu'à la tension internationale. »³²

En effet le Général avait tenté avec l'aide de son Ministre des Affaires Etrangères M. Michel Debré de ne pas trop faire de commentaires sur l'invasion soviétique afin de la faire paraître comme un simple « accident de parcours »,³³ mais il était clair pour toutes les parties concernées que les tanks du pacte de Varsovie qui roulaient dans Prague détruisaient tout ce que le Général avait tenté de faire en ce qui concerne sa politique de détente et de coopération avec le bloc de l'Est.

« Le Général avait une relation assez spéciale avec la Tchécoslovaquie, surtout depuis la conférence de Munich de 1938, de Gaulle avait des reproches dus au lâchage de la France ». ³⁴ Ce qui est caractéristique des réactions du Général à cette époque, c'est le communiqué – rédigé à la Boisserie avec Debré et Couve de Murville – après le coup de Prague : il parlait du retour de Yalta. C'est dans son esprit ce qui caractérisait le piétinement.³⁵ Barbara Rosoux écrit que

³¹ <http://degaulle.ina.fr/Php/FicheImprimable.php?IdentifiantFromFlash=Gaulle00141>, [10.05.2008].

³² BERNSTEIN, Serge: *Histoire du gaullisme*, Editions Perrin, Paris, 2001, pages 310-311.

³³ PICKLES, Dorothy: “*The Decline of Gaullist foreign policy*”, page 222.

³⁴ <http://www.radio.cz/fr/article/99170>, [16.1.2008].

³⁵ http://www.gaullisme.fr/temoignage_couv_polit_etrangr.htm#debut, [16.1.2008].

« l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie sonne le glas de la tentative gaullienne de désatellisation de l'Europe de l'Est ». ³⁶

Vis-à-vis de l'autre superpuissance de l'époque, le Général ne ménageait pas non plus ses critiques bien qu'il la considère comme un allié solide dans le camp occidental. ³⁷

1.4 De Gaulle et les Etats-Unis d'Amérique :

Les relations entre le général de Gaulle et les Américains n'ont jamais été très chaleureuses, la méfiance et le soupçon pesaient lourdement des deux cotés. Le Général était persuadé que les américains voulaient empêcher à tout prix son accession au pouvoir (ce qui n'était pas tout à fait faux) et les américains soupçonnaient de Gaulle de vouloir devenir un président avec des qualités de dictateur ; avaient-ils tort ?

La raison principale du refroidissement dans les relations entre la France et les Etats-Unis durant la présidence du général de Gaulle était la guerre du Vietnam et la volonté de rendre à la France son indépendance militaire et politique, sa « grandeur d'autrefois ». Il y avait aussi les griefs américains à l'encontre du général de Gaulle quant à sa politique de rapprochement vis-à-vis de l'Union Soviétique et du bloc communiste ainsi que la reconnaissance officielle par la France de la République Populaire de Chine. En outre, Washington était en désaccord avec le Général sur la position française relative au conflit israélo-arabe et qui tranche avec celle adoptée jusque là surtout sous la IV^e République. Ajouter à cela le fameux discours du Québec Libre qui a provoqué un tollé de protestations tant de la part du gouvernement canadien que de celui des Etats-Unis.

³⁶ ROSOUX Barbara : « *La mémoire du General de Gaulle* », page 87.

³⁷ http://www.cde4.com/fra/respedago/histoire_geo/1230.htm, [10.05.08].

Un autre élément envenimait les rapports franco-américains, à savoir la lutte engagée par la France contre la suprématie du dollar, que de Gaulle traitait de « fausse monnaie ».

Il s'agissait en fait pour le général d'entamer le monopole de la devise américaine en revenant à l'or. Il suivait ainsi l'avis de son principal conseiller dans ce domaine, Jacques Rueff, qui non seulement vantait « l'immutabilité, l'impartialité, l'universalité qui sont les privilèges de l'or » mais surtout proposait que la France vende ses dollars pour acquérir le métal jaune. Aux yeux des Américains, une telle mesure constituait une véritable agression à l'encontre de leur monnaie nationale.³⁸

Mais la France et les Etats-Unis étaient dans le même camp donc lorsque le 31 mars 1968, le président Johnson annonce l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam, le général de Gaulle applaudit cet « acte de raison et de courage politique ». Ainsi, en novembre de la même année, la France reçoit un prêt de deux milliards de dollars du Groupe des Dix, mettant un terme à la guerre de l'Or.

Et c'est avec l'arrivée du président Nixon sur la scène internationale que les relations franco-américaines prennent une toute nouvelle tournure car Nixon et de Gaulle avaient eu une estime mutuelle de longue date.³⁹

La visite officielle de Nixon en France le 28 février 1969 a confirmé une vraie réconciliation avec le Général qu'il appelait un « géant parmi les hommes ».⁴⁰

D'ailleurs, de Gaulle n'avait jamais adopté une attitude neutraliste lorsque les intérêts supérieurs de l'Occident étaient en jeu. Il se rangea en effet du côté de Washington durant les graves crises qui l'opposèrent à Moscou : Berlin en 1958 et 1961, incident de l'avion espion U2, blocus de

³⁸ http://www.questionsquestions.net/docs/may68_vs_degaulle.html, [02.05.2008].

³⁹ http://www.charles-de-gaulle.org/article_print.php?id_article=113, [12.05.2008].

⁴⁰ DE CARMOY Guy: *The Last Year of De Gaulle's Foreign Policy*, International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 45, No. 3 (Jul., 1969), page 427.

Cuba en 1962.⁴¹ Les frictions avaient lieu sur des questions moins cruciales telle l'affaire du Québec.

1.5 Le Québec libre⁴²

« Vive le Québec Libre ! », avec ces quatre mots qui ont choqué le monde, le Général semble être allé trop loin. S'est-il laissé envoûter par la foule tout comme en 1958 à Alger, comme l'affirmeront certains ? Difficile à dire, surtout que pour ses plus proches collaborateurs, cette phrase culte (comme bien d'autres) était planifiée des mois, voire des années à l'avance. Peut-être s'agit-il d'un incident. Celui-ci n'en est pas moins significatif. En effet, de Gaulle insiste plusieurs fois sur la libre conduite de ce « peuple français du Canada ». ⁴³

Le Général connaissait le Canada. Il y avait séjourné en 1944, 1945 et en avril 1960. Durant la visite de la Reine Elisabeth en octobre 1964, il notait qu'elle avait été accueillie par un silence impressionnant. C'est peut-être là l'une des raisons principales qui le poussait à retourner saluer « les cousins de la belle province » et leur dire deux ou trois choses dont il avait le secret!

L'occasion lui sera fournie par Daniel Johnson qui venait d'être nommé à la tête du gouvernement québécois. Johnson avait un problème à résoudre, celui de l'égalité des francophones que la commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme avait reconnue. Mais le gouvernement fédéral traînait des pieds. Voilà pourquoi Johnson s'était dit : « Un petit coup de pouce de l'extérieur ne peut que nous être profitable, à nous Canadiens français ». A

⁴¹ http://cde.4.free.fr/fra/respedago/histoire_geo/1232.htm, [10.05.2008].

⁴² http://archives.cbc.ca/IDC-1-73-236-1132-10/on_this_day/politics_economy/vive_quebec_libre, [18.10.2007].

⁴³ ROSOUX, Valerie-Barbara : « *La mémoire du General de Gaulle* », page 81.

deux reprises il rencontre le général de Gaulle. Il trouve les mots justes : « Le Québec a besoin de vous ». ⁴⁴

Comment résister à une telle demande ? Le Général comprend les défauts du fédéralisme. Au Canada, les Français sont des citoyens de seconde zone, les vassaux de la reine d'Angleterre. Cela lui est insupportable. Il lui faut donc un prétexte pour aborder le Québec.

C'est à l'occasion de l'Exposition universelle que le Général décide de se rendre par voie de mer à Montréal en juillet 1967. Il fait escale à Saint-Pierre-et-Miquelon, ralliés à la France libre en décembre 1941, aborde l'embouchure du Saint-Laurent le 23 juillet, emprunte le Chemin du Roy qui le mène à Montréal. ⁴⁵

Il évoque le thème des "Français du Canada" à plusieurs reprises durant ses escales. Son voyage culmine avec le discours qu'il prononce au balcon de l'Hôtel de ville de Montréal le 25, où il conclut son allocution improvisée par cinq cris : "Vive Montréal, Vive le Québec! Vive le Québec Libre ! Vive le Canada Français ! Vive la France !" ⁴⁶ suscitant un raz-de-marée de réactions, certaines chaleureuses, d'autres - plus nombreuses – négatives.

Le gouvernement d'Ottawa réplique le lendemain par un communiqué courtois mais ferme, fruit d'ailleurs, d'un compromis, où il regrette que « certaines déclarations faites par le Président tendent à encourager la faible minorité de notre population qui cherche à détruire le Canada et, comme telles, elles sont inacceptables pour le peuple canadien et son gouvernement. » ⁴⁷

Il termine sa visite à Montréal, sans se rendre à Ottawa comme prévu initialement. Il rentre à Paris le 26 et s'empresse de dénoncer publiquement les vrais responsables de l'incident : c'est dit-il, « tout ce qui grouille, grenouille et scribouille », c'est-à-dire les journalistes. ⁴⁸

⁴⁴ http://www.gaullisme.fr/32cdg_quebec.htm , [16.1.2008].

⁴⁵ http://www.charles-de-gaulle.org/article_print.php?id_article=114, [30.03.2008].

⁴⁶ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 514.

⁴⁷ http://www.charles-de-gaulle.org/article.php3?id_article=114&page=4, [10.10.2007].

⁴⁸ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 515.

A Washington, c'est une explosion d'indignation, à Londres l'irritation, en France, la stupeur et l'embarras. Arrivant à Orly, après son départ brusque de Montréal, le Général en est étonné et bientôt furieux. « Il est encore sous le coup de l'enthousiasme suscité par sa visite, encore enchanté du bon tour qu'il a joué aux Américains, de nouveau – et cela, il le demeurera, peut être n'a-t-il pas tort — convaincu d'avoir racheté deux siècles d'indifférence en provoquant le choc qui va permettre au Québec de devenir (il le dira à sa conférence de presse du 27 novembre) *un Etat souverain*. »⁴⁹

1.6 La force de frappe nucléaire

L'autre pomme de discorde entre Paris et Washington était la volonté de la France de se doter d'armes de dissuasion nationale.

L'une des priorités principales du général de Gaulle était en effet d'élever son pays au rang des pays détenant l'arme thermonucléaire (dite Bombe H) avant son départ de la politique.

Sachant que pour avoir la paix il faut se préparer à la guerre, il tenait impérativement à munir la France de moyens de dissuasion aussi efficaces que ceux des deux superpuissances.

La force de frappe était une des pièces maîtresse dans la nouvelle politique de défense française, dite de *tous azimuts*, proposée par le général Ailleret et soutenue par le président de Gaulle en janvier 1968. Ce nouveau rapport stratégique stipulait, qu'en cas d'attaque, la France ne se protégerait pas seulement contre un ennemi, mais serait capable d'intervenir n'importe où. De Gaulle avait ainsi choisi pour la France une politique de non-alignement et de défense indépendante de toutes alliances.⁵⁰

⁴⁹ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 515.

⁵⁰ <http://www.acdis.uiuc.edu/research/OPs/Pederson/html/contents/sect8.html>, [10. 02. 2008].

Le Chef de l'Etat français développera en janvier 1968 cette stratégie devant les membres de l'Institut des hautes études militaires, en s'interrogeant sur l'avenir des gouvernements : après avoir rappelé que la dissuasion était bâtie pour les générations futures, il déclara : « *Dans vingt ans, qui gouvernera les Etats-Unis et avec quel système ? Qui gouvernera l'URSS ? L'Allemagne ? Le Japon ? La Chine ? Qui peut dire ce qui se passera en Amérique du Sud et en Afrique ?* »⁵¹

Néanmoins, l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union Soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie provoqua une révision prudente de la politique de défense française.

Le 5 décembre 1968, le Ministre des forces armées, M. Pierre Messmer, affirma devant l'Assemblée Nationale, que « nous sommes dans l'Alliance Atlantique et nous y resterons »,⁵² mettant ainsi fin aux rumeurs selon lesquelles la France quitterait l'Alliance Atlantique en 1969.

C'est en 1968 que le monde apprit l'exécution des deux premiers tirs thermonucléaires français.⁵³

Le Secrétaire américain à la Défense McNamara, rendit officielle la mutation stratégique décidée par le Pentagone, des représailles massives à la riposte graduée – non sans condamner au passage, sans le moindre ménagement, les forces nucléaires des alliés britannique et français dont on pouvait craindre une « riposte non contrôlée ». Il n'en fallait pas d'avantage pour conforter de Gaulle dans sa méfiance et résolution.⁵⁴

Et malgré la signature de plusieurs traités sur le désarmement nucléaire pendant cette période, la France n'a pas changé de politique dans ce domaine. Il s'agit notamment :

⁵¹ http://www.gaullisme.fr/force_frappe2.htm, [09.01.2008].

⁵² DE CARMOY, Guy: « *The Last Year of De Gaulle's Foreign Policy* », page 425.

⁵³ Institut Charles de Gaulle, *L'Aventure de la Bombe : De Gaulle et la Dissuasion Nucléaire 1958-1969*, éditions Plon, Paris, 1985, page 132.

⁵⁴ LACOUTURE, Jean : *De Gaulle, 3. Le souverain, 1959-1970*", Editions de Seuil, Paris, 1986, page 469.

- 27 janvier 1967 : Traité sur la dénucléarisation de l'espace (La France ne figure pas parmi les signataires).⁵⁵
- 14 février 1967 : Traité sur la dénucléarisation de l'Amérique Latine (où se trouve la Guyane Française).
- 1^{er} juillet 1968 : Traité sur la non-prolifération des armes atomiques
- 26 août 1968 : Explosion de la première bombe H française au dessus du lagon de Fangataufa en Polynésie française.⁵⁶

L'année 1969, après le succès de 1968 fut une année de réflexion et sans essai nucléaire. Grâce aux progrès réalisés dans l'exécution des tirs, les installations de Fangataufa purent être mises en sommeil après la campagne de 1970.⁵⁷

Le Général écrit dans ses *Mémoires d'espoirs* : « ...dans le débat international en cours sur le désarmement, nous soutenons notre thèse à nous. Celle-ci ne tend à rien de moins qu'à interdire la fabrication, la détention et l'emploi de tout moyen de destruction atomique. Mais, comme il est évident qu'une telle condamnation de principe risquerait fort de ne conduire à rien étant donné les arrière-pensées des deux rivaux nucléaires et les difficultés inextricables d'un contrôle appliqué à tous, nous proposons qu'au moins soit empêchée la construction des rampes et des véhicules spéciaux : fusées, sous-marins, avions, propres à lancer les bombes. Déceler leur apparition et vérifier leur disparition serait, en effet, dans l'ordre des choses possibles. Or, au cas où dans les deux camps, on n'aurait plus de quoi lancer les projectiles atomiques, sans doute éviterait-on de se ruiner à les fabriquer. C'est la position que j'adopte une fois pour toutes. »⁵⁸

Devenue puissance nucléaire, la France va s'atteler à se doter de capacités nécessaires pour rendre opérationnel son arsenal atomique, car il n'est guère pensable que les alliés anglais et américains les lui fournissent. L'avion Mirage IV constituera la « force de frappe » ; parallèlement des travaux visant à fabriquer des missiles balistiques sol-sol (SSBS) et des

⁵⁵ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 770.

⁵⁶ « *L'Aventure de la Bombe* », page 292.

⁵⁷ Ibidem, page 133.

⁵⁸ Ibidem, page 290.

missiles balistiques mer-sol (MBMS) destinés à équiper les sous-marins nucléaires seront enclenchés.

A l'opposition qui ironise sur la « bombinette française », de Gaulle rétorque que « la possibilité de frapper un agresseur éventuel, même si celui-ci est infiniment plus puissant, constitue un moyen efficace de le dissuader de toute agression. »⁵⁹ Et c'est le 29 mars 1967 que la France se dote de la capacité de frapper un ennemi n'importe où et n'importe quand lorsque le général de Gaulle préside à Cherbourg au lancement du premier sous-marin atomique français, le Redoutable.

Le deuxième motif de satisfaction de l'opinion française vis-à-vis de la politique gaullienne, en plus de la force de frappe nucléaire a été le rapprochement effectué avec les peuples du Tiers-Monde aussi bien en Asie qu'en Afrique et en Amérique Latine, et ce après que la France ait réussi sa propre décolonisation (notamment avec l'indépendance de l'Algérie).

La conception du Général d'une Europe solidaire soustraite au protectorat de Washington a été également bien vue par les Français plus qu'on n'eut pu s'y attendre et mise au crédit de leur président.

Moins bien compris, furent le cri « Vive le Québec libre ! » et l'embargo sur les Mirages destinés à Israël qui ont beaucoup réduit cette approbation.

Mais dans l'ensemble on le voit, les Français ont soutenu de Gaulle - malgré ses quelques dérapages - pour des raisons politiquement logiques et en toute lucidité. Mieux encore, ce qui a emporté leur adhésion, ce furent précisément les deux composantes essentielles de la « certaine idée » : une France qui ait une tête, une France indépendante et qui œuvre pour la paix et la liberté dans le monde.⁶⁰

⁵⁹ BERNSTEIN, Serge, «*La France de l'expansion, I. La République gaullienne 1958-1969*», Editions du Seuil, Paris 1989, page 304.

⁶⁰ DRUON, Maurice et collectif : «*Charles de Gaulle* », Réalités Hachette, 1973, page 182.

A ce propos, le Général écrit dans ses *Mémoires de guerre* : « Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle une princesse des contes ou la madone aux fresques de murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. S'il advient que la médiocrité marque, pourtant ses faits et gestes, j'en éprouve la sensation d'une absurde anomalie, imputable aux fautes des Français, non au génie de la patrie. Mais aussi, le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang ; que, seules, de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même; que notre pays, tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur. »⁶¹

Il ne saurait donc être question pour lui de se résigner à une situation léguée du 2ème conflit mondial et fondée sur la bipolarité des deux Grands, d'accepter un rôle d'état mineur protégé, comme c'est le cas de la République Fédérale d'Allemagne, pas plus que de se contenter du statut de vassal privilégié du géant américain auquel se trouve réduit le Royaume-Uni. Cette gageure, de Gaulle semble l'avoir réussie, du moins aux yeux de ses compatriotes.

2. La politique intérieure:

Néanmoins, si le peuple français donnait l'impression d'être majoritairement satisfait de la politique extérieure de son président, il n'en était pas de même s'agissant de la politique intérieure. Aux yeux du Général, celle-ci avait une importance secondaire et était plutôt du ressort du Premier Ministre.

⁶¹ DE GAULLE, Charles : « *Mémoires de guerre Tome I : L'appel* ». Librairie Plon, Paris 1954, page 5.

Petit à petit, le mécontentement allait, à partir de fin 1966-début 1967, se propager dans les rangs mêmes de la majorité gaulliste et notamment parmi les alliés Républicains Indépendants.

C'est en effet à partir du fameux « oui, mais... » (10 janvier 1967) de leur leader, Valéry Giscard d'Estaing auquel le général a répondu : « On ne gouverne pas avec des mais... » que l'on peut situer le début de la rupture entre les deux hommes et qui culminera en avril 1969.

Ces dissensions ont d'ailleurs failli coûter cher aux gaullistes lors des élections générales de mars 1967.

2.1 Les élections législatives de 1967

Ces élections peuvent se résumer à une sorte de revirement, d'une victoire assurée au semi-échec. La participation fut très élevée, le plus haut score pour des élections législatives depuis les débuts de la IV^e République. Quant aux résultats, ils montraient deux vainqueurs, et deux déçus.

La majorité gaulliste a établi un nouveau record en approchant des 40% des voix au premier tour et du fait du système du scrutin majoritaire qui donne une forte prime à la formation arrivée en tête au premier tour, les gaullistes s'acheminaient sans grandes difficultés vers un nouveau succès. Mais une seconde règle du scrutin majoritaire faisait que les désistements du second tour peuvent avoir un rôle décisif, surtout quand, comme c'était le cas du fait de la candidature unique du premier tour, les candidats investis par le Comité d'action pour la V^e République ne pouvaient guère compter sur des renforts.

Ainsi sur un total de 487 députés, la majorité absolue était de 244, les gaullistes et leurs alliés conservaient la majorité absolue d'extrême justesse à tel point qu'on avait pu croire un moment qu'ils l'avaient perdue.⁶²

⁶² VIANSSON-PONTÉ, Pierre : *Histoire de la république gaullienne*, page 771.

La fragilité de la majorité déjà apparue lors de l'élection présidentielle de 1965 durant laquelle le Général a été contraint au ballottage face au candidat de la gauche François Mitterrand, se trouvait donc confirmée.

La médiatisation des candidats est une des particularités de ces élections. Ainsi, pour les Français, c'était peut être la première fois que les candidats aux législatives s'investissaient autant. Le nombre de débats diffusés sur la radio et la télévision était très élevé. Mais ce qui a fait que ces élections étaient tellement originales sont les grandes réunions contradictoires entre MM. Pompidou et François Mitterrand.

Les débats de Nevers et de Grenoble, par exemple, diffusés en direct, « étaient suivis avec passion par des milliers d'auditeurs des radios privées – six à huit millions au moins selon les spécialistes ».⁶³

Durant une intervention télévisée le 9 février, trois jours avant l'ouverture de la campagne, de Gaulle s'est contenté de développer l'idée que : « Ce qui va être en jeu, c'est la V^e République. » Cette intervention suscitait d'ailleurs les plus vives protestations de l'opposition et M. Mitterrand s'exclamait : « Autrefois de Gaulle était de Gaulle. Maintenant il n'est plus qu'un gaulliste. »⁶⁴ Ce n'était rien encore auprès du déchaînement qui suivit l'annonce d'une seconde allocution radiotélévisée du président de la République pour le samedi 4 mars au soir, après la clôture de la campagne, c'est-à-dire au moment où ses adversaires ne pourraient plus lui répondre.

Les élections législatives de 1967 ont montré que le pouvoir du général de Gaulle faiblissait petit à petit. Le premier tour des élections législatives avait eu lieu un dimanche. Se basant sur les sondages, la presse avait annoncé la victoire quasi-certaine de l'opposition. Ainsi les résultats ont laissé les commentateurs interdits. Dans les journaux, les radios et les télévisions, les journalistes ne cachaient pas leur stupeur.⁶⁵

⁶³ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : *Histoire de la république gaullienne*, page 486.

⁶⁴ Ibidem, page 487.

⁶⁵ PEYREFITTE, Alain : « *C'était de Gaulle* », page 223.

C'était une victoire de justesse pour le gaullisme. Durant les dernières années de la présidence du général de Gaulle, la plupart des élections semblaient être gagnées de justesse et souvent grâce à l'intervention directe du général qui utilisait ses arguments favoris: « Moi ou le chaos », « Les communistes prendront le pouvoir », etc.

Il y a raisons à croire que le Général comptait durant le printemps de 1967, remplacer Pompidou, qui était son Premier Ministre depuis cinq ans par son Ministre des Affaires Etrangères, Maurice Couve de Murville. Ses plans, ont toutefois, été déjoués par la défaite aux élections à l'Assemblée Nationale de ce dernier.⁶⁶

L'écart entre le général de Gaulle et son Premier ministre George Pompidou commençait à se former. Le 11 septembre 1967 Pompidou s'exprimait ainsi : « Quand on me demande si je serais président de la République, et que je réponds : “Je n'en sais rien, je suis Premier ministre, on verra plus tard”, je suis absolument sincère. En mon fort intérieur, je sais bien que je suis condamné à la politique, que je serai Président de la République ou député de l'opposition. Quant à me préparer à être Président de la République, je le fais d'une certaine façon du matin au soir depuis cinq ans et demi et d'un autre côté, je ne peux pas le faire. Ce serait indécent à l'égard du général, et évidemment mal reçu par lui. Alors je ne me pose pas la question (...) Ce qui veut nullement dire que je n'y songe pas. »⁶⁷

Ces élections n'ont aucunement mis un terme aux problèmes qui commençaient à bouillonner en France, les grèves avaient repris et l'opposition devenait exaspérée par l'exercice personnel du pouvoir. La leçon était claire : la majorité ne peut se permettre une dissolution de l'Assemblée. Cette leçon-là va peser lourd désormais sur l'attitude du pouvoir et sur l'esprit du Général comme on le verra en mai 68.⁶⁸

⁶⁶ COGANE, Charles G.: « *The Break-up: General de Gaulle's Separation from Power* », pg 180.

⁶⁷ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 529.

⁶⁸ Ibidem, page 522.

Ainsi le fossé va se creuser entre « le plus illustre des Français » et l'opinion publique française dès la fin de 1967. Un malaise allait s'installer en France dès le début de 1968 et qui connaîtra son paroxysme au printemps. L'explosion aura lieu en mai 1968 et la rupture sera consommée en avril 1969.

Les grèves de 1967 peuvent être considérées comme un prélude aux événements de 1968, une sorte d'avertissement de la part des syndicats au gouvernement, que la France risquait dans un an d'être paralysée et de vivre une révolution de la civilisation et de la société française.

Toutefois pouvaient-ils eux-mêmes prévoir l'ampleur qu'allait prendre le raz-de-marée de Mai 68 ?

2.2 Mai 68⁶⁹

On pourrait écrire des volumes sur les événements de Mai 68, mais pour ce mémoire, je vais essayer de m'en tenir aux événements qui sont liés et qui ont eu une influence directe sur le Général.

Du 2 mai au 23 juin, des échauffourées entre étudiants et policiers (comme il y en avait un peu partout aux quatre coins du monde en ce printemps de 68) allaient déboucher sur une remise en question du pouvoir en place en général (Etat, Eglise, Ecole) et celui du Président de Gaulle d'une façon plus particulière : « Dix ans, ça suffit ! » scandaient alors à l'unisson ouvriers et étudiants, rejoints en cela par les leaders de l'opposition ; bien évidemment.

Ces événements qui vont mettre en lumière les insuffisances du pouvoir gaulliste constituent un tournant dans l'histoire de la Ve République. Ils ont évolué en trois phases :

- une crise étudiante (2- 13 mai)
- une crise sociale (14 – 27 mai)
- une crise politique (27 mai – 3 juin)⁷⁰

⁶⁹ http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/may/24/newsid_2988000/2988263.stm , [03. 12. 2007].

Les événements de Mai 68 sont considérés comme parmi les plus importants dans le processus qui a mené au « Non » du referendum et à la démission du général. Que ce soit pour le peuple français ou le général lui-même, il était clair qu'un fossé de générations s'était créé en France entre ceux qui gouvernaient et ceux qui étaient gouvernés. Pourtant la plus grande partie du peuple français avait décidé de soutenir pleinement le Général après les révoltes d'étudiants et la grève générale, et ce, en lui accordant la majorité absolue aux élections législatives de 1968. C'est pour cela qu'on ne peut affirmer avec certitude que Mai 68 soit la raison principale pour laquelle la majorité du peuple Français a voté Non au référendum de 1969 ; à moins que le succès des gaullistes ne fut davantage celui du Chef du gouvernement (M. Pompidou) que celui du Chef de l'Etat.⁷¹

L'année 1968 avait pourtant commencé calmement pour la France, de Gaulle avait prononcé la veille du nouvel an : « l'année 1968, je la salue avec sérénité » et « c'est impossible d'imaginer la France aujourd'hui paralysée par une crise comme elle l'a été dans le passé ».⁷² Ainsi dans le journal *Le Monde*, on pouvait lire sous la plume de Pierre Viansson-Ponté « La France s'ennuie ».⁷³

Sans entrer dans les détails, on peut résumer brièvement que les racines des événements de Mai 68 se trouvent dans le malaise de l'Université, la crise de l'enseignement, sans oublier la situation précaire des ouvriers et l'effritement graduel du pouvoir d'achat de la classe moyenne française (dû en partie aux réformes économiques et financières introduites par le gouvernement et soutenues par de Gaulle).

Je pense qu'une citation du Général est nécessaire pour résumer l'état d'esprit qui planait durant le printemps de 1968 : « Il faut marquer que l'on ne peut impunément se rebeller contre la force

⁷⁰ <http://www.gaullisme.fr/mai68.htm>, [02. 05. 2008].

⁷¹ Ce qui sera une des raisons pour lesquelles de Gaulle insistera sur le référendum : pour tester le soutien que les français lui accordent.

⁷² KURLANSKY, Mark : *1968: The Year that Rocked the World*, Vintage, London, 2004, page 3 et 5.

⁷³ Voir annexe numéro 1.

publique en la criblant de projectiles. Mais depuis janvier, on voit tant d'exemples de solidarité passionnelle qui s'établit entre jeunes dès que l'un d'eux est épinglé, ou dès que parait un uniforme ! Je suis effrayé de l'immense fossé qui s'est creusé entre le monde adulte et celui des jeunes ». ⁷⁴

Quand l'orage éclata, le Général se contenta de dire à son Ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet, le 1^{er} mai durant la cérémonie traditionnelle de remise du muguet par les forts des Halles qu'il suffisait d'un peu de fermeté et tout rentrera dans l'ordre, en ajoutant « Il faut en finir avec ces incidents de Nanterre. C'est irritant ; ce n'est pas sérieux. » ⁷⁵

Durant les jours qui vont suivre, la situation continuera d'empirer. Et c'est le Premier ministre Georges Pompidou, tout juste revenu d'Afghanistan, qui va tenter de calmer le jeu : « je demande à tous, et en particulier aux organisations syndicales représentatives d'étudiants, de rejeter les provocations de quelques agitateurs professionnels et de coopérer à un apaisement rapide et total. » Il annonce que la Sorbonne sera rouverte à partir du 13 mai et demande la libération des étudiants arrêtés, libération qui sera ordonnée dès le lendemain. ⁷⁶

De son côté, le général de Gaulle, après avoir beaucoup hésité, est parti le mardi 14 pour un voyage officiel en Roumanie prévu de longue date. Seul maître à bord, Georges Pompidou a fait front de tous côtés : à l'Assemblée, où l'opposition a déposé une motion de censure ; devant l'opinion, en s'efforçant de désamorcer le mouvement de grève ; au Quartier latin et dans les villes universitaires, en évitant toutefois des affrontements entre étudiants et policiers ; enfin par des contacts secrets avec les dirigeants syndicaux afin d'explorer les voies d'éventuels pourparlers. Lorsque de Gaulle regagne Paris le 19 au soir, il trouve un pays où certes aucun nouvel incident grave ne s'est produit depuis une semaine, mais qui est complètement paralysé par la grève. « La réforme, oui ; la chienlit, non » proclame-t-il. ⁷⁷

⁷⁴ PEYREFITTE, Alain : « *C'était de Gaulle* », page 468.

⁷⁵ FOUCHET, Christian : « *Au service du Général de Gaulle* », page 220.

⁷⁶ FAURE, Christine : « *Mai 68, jour et nuit* », édition Gallimar, Evreux, 1998, page 56 et 58.

⁷⁷ DRUON, Maurice : « *Charles de Gaulle* », page 237.

Le fils du général de Gaulle, l'Amiral Philippe de Gaulle rapporte une de leurs rencontres à l'Élysée durant les événements de Mai 68, plus précisément le 27 mai.⁷⁸

Coup de théâtre le mercredi 29 mai : le pays stupéfait apprend que de Gaulle a quitté l'Élysée et que son hélicoptère ne s'est pas posé, comme prévu, à Colombey-les-Deux-Eglises.

Alain Peyrefitte nous raconte sa réaction : « Quand j'apprends que le Général a disparu et que son Premier ministre ignore tout de sa destination, je ne doute pas qu'il soit en train de jouer un scénario arrêté dans ses moindres détails. Dès le mardi soir, il avait donc prévu de 'faire un coup' qui le tiendrait absent un jour, peut-être deux ; de renvoyer le Conseil des ministres ; de n'en rien dire à personne, ni à Pompidou, ni à Tricot. C'est pour moi le signe que de Gaulle a pris les commandes. »⁷⁹

On saura le lendemain que le Chef de l'État s'est rendu auprès du général Massu, au quartier général des forces françaises en Allemagne. L'avertissement est limpide : toute tentative d'instauration de « gouvernements populaires » sera considérée comme insurrectionnelle et combattue par les moyens dont dispose la légalité.

En effet, le mardi 28 mai, Mitterrand avait déclaré dans une conférence de presse : « Il dépend de notre imagination et de notre volonté que la France soit la première parmi les grandes nations industrialisées à s'attaquer aux structures mêmes d'une société qu'elle a subie jusqu'ici comme les autres » (courtisant ainsi les communistes) « ... Le départ du général de Gaulle... provoquera naturellement la disparition du Premier ministre et de son gouvernement. » (Gage donné à la IV^e République, c'est-à-dire à la classe politique). Ambitieux sans borne, il continue : « Qui formera le gouvernement provisoire ? S'il le faut, j'assumerai cette responsabilité. Mais d'autres que moi peuvent légitimement y prétendre. Je pense d'abord à M. Mendès France... » (Et voilà le gage donné à la gauche non communiste, aux universitaires, aux intellectuels.) Finissant en beauté :

⁷⁸ Voir annexe numéro 4.

⁷⁹ PEYREFITTE, Alain : « *C'était de Gaulle III* », page 554.

« Et qui sera le Président de la République : Le suffrage universel le dira. Mais d'ores et déjà, je vous l'annonce...Je suis candidat. »⁸⁰

Le Général ne peut s'abaisser à polémiquer, c'est donc le chef de ses compagnons – Robert Poujade - qui en découdra avec le chef de l'opposition parlementaire, et cela avec des formules assassines : « M. Mitterrand veut s'installer sans délai dans le mobilier national...Il fait à la France le don de sa personne. »⁸¹ Cette référence à Pétain qualifié d'une part M. Mitterrand d'opportuniste, mais rappelle également de façon insidieuse la période de la collaboration du leader de la gauche avec le régime de Vichy.

Mercredi 29 mai, la supercherie prend un nouveau tournant, Mendès France se déclare prêt à diriger le nouveau gouvernement provisoire proposé par Mitterrand. N'attendant que cela, d'autres ténors de la politique tels que Jean Lecanuet, Antoine Pinay, Félix Gaillard, Max Lejeune, Jacques Isorni, indiquent qu'ils sont prêts à se rallier à cette initiative.

Peyrefitte résume parfaitement en quelques lignes la situation durant ces jours incertains et en même temps réussit à inclure la plus grande partie des raisons qui selon moi ont poussé le peuple français à voter « Non » au Référendum un peu moins d'un an plus tard : « La rumeur court dans Paris : 'Il n'y a plus qu'une solution : le départ du Général.' Elle court dans l'opposition de gauche ; elle court dans la 'classe jacassante'. Elle commence aussi à s'insinuer dans les rangs des gaullistes. Pompidou n'a-t-il pas fait la preuve éclatante, au cours de ces trois semaines, qu'il était l'homme fort ? A Matignon, certains membres du cabinet murmurent : 'Notre problème, c'est de savoir comment on peut se débarrasser du Général'. L'un d'eux résume ces propos en une formule joyeuse : 'le Vieux au placard !' »⁸²

Sans aller jusque-là, la plupart des fidèles se désolent : « La preuve est faite qu'il suffit de recourir à la violence pour obtenir satisfaction. On va de capitulation en capitulation », dit l'un.

⁸⁰ PEYREFITTE, Alain : « *C'était de Gaulle III* », page 559-560.

⁸¹ Ibidem, page 560.

⁸² Ibidem, page 561

‘Tout se paye, dit l’autre. Depuis dix ans, de Gaulle donne des leçons au monde, mais il s’est mis trop de gens à dos. Les partisans de l’Algérie française, les rapatriés, les syndicalistes, les paysans, les patrons, les notables, l’armée, les pro-américains, les pro-israéliens, les européistes, ça fait trop. »⁸³

Le choc psychologique est immense et de Gaulle l’exploitera habilement. Le 30 mai, à seize heures trente, la voix de l’homme du 18 juin retentit sur les ondes pour communiquer aux français les décisions qu’il vient d’arrêter.⁸⁴ Deux heures plus tard, conduite par les dignitaires du régime, une foule énorme envahit les Champs-Élysées et clame son soutien à de Gaulle. Le pari est gagné, le redressement spectaculaire : l’autorité affirmée rallie les hésitants, isole les étudiants et grévistes avant de les remettre au pas et au travail. Quant à la « majorité silencieuse » elle assure aux gaullistes, lors des élections législatives de juin, un triomphe sans précédent. Le 10 juillet, Maurice Couve de Murville est chargé de la formation du nouveau ministère et du colossal fardeau d’une France secouée par cette « crise de civilisation ».⁸⁵

Les événements de Mai 68 sont parfois attribués dans certaines théories de conspirations à des éléments étrangers qui ont été provoqués par le général de Gaulle durant le cours de sa présidence.⁸⁶

Pompidou a entre autre affirmé : « Les révolutionnaires sont financés par l’étranger, j’ai des sources » et le fils du général, l’Amiral Philippe de Gaulle précise en disant : « Mon père n’ignorait pas que les services secrets étrangers de certains pays tels que les Etats-Unis, la Grande Bretagne et Israël travaillaient à favoriser son départ, leur dirigeants préférant voir aux commandes de la France quelqu’un de plus maniable et de plus compréhensif à leur égard »⁸⁷ ou encore « Mon père m’a confirmé que certains de ces agitateurs venus d’au-delà de nos frontières étaient manipulés par les services secrets étrangers, souvent sans qu’ils s’en fussent rendu

⁸³ PEYREFITTE, Alain : « *C’était de Gaulle III* », page 561.

⁸⁴ <http://membres.lycos.fr/mai68/degaulle/degaulle30mai1968.htm>, [02.05.2008].

⁸⁵ DRUON, Maurice : « *Charles de Gaulle* », page 253.

⁸⁶ http://www.questionsquestions.net/docs/may68_vs_degaulle.html, [10.05.2008].

⁸⁷ DE GAULLE, Philippe : « *De Gaulle, mon père* », page 388.

compte eux-mêmes. Le contre-espionnage français lui avait transmis assez de renseignements précis dans ce sens pour qu'il ait la conviction. »⁸⁸

Charles de Gaulle devait se reprocher souvent l'acceptation de cette « capitulation ». Il ira même jusqu'à dire à Christian Fouchet, le 21 février 1969 : « la réouverture de la Sorbonne, ce n'était pas du de Gaulle, c'était du Pétain ! » Propos que Fouchet lui-même commente en assurant que « c'est le 11 mai que le régime s'est suicidé ».⁸⁹

2.3 Les législatives de 1968

Mai 1968, qui avait failli voir la chute de la V^e République, s'achevait assez paradoxalement par une victoire sans précédent de la majorité gaulliste.⁹⁰ Mais plus qu'une nouvelle victoire du général de Gaulle, il s'agissait surtout d'une très forte poussée conservatrice, on a souvent parlé avec quelques excès d'élections de la peur.⁹¹ L'autorité du général de Gaulle était en fait doublement atteinte, d'une part par les événements eux-mêmes et l'impression de faiblesse qu'il avait pu donner, ensuite par le fait que le Premier ministre, Georges Pompidou, plus que le président de la République, était apparu comme l'ultime rempart du régime. Là se trouverait le plus probablement l'explication de la décision du général de Gaulle de changer de Premier ministre. Maintenir Georges Pompidou, c'était accepter une « dyarchie », ce qui était toujours apparu au général de Gaulle comme contraire aux institutions qu'il avait mises en place.

Premier ministre depuis plus de 6 ans, un record pour les trois républiques successives. Georges Pompidou était remplacé le 21 juillet par Maurice Couve de Murville. Cette décision était, sinon le début – l'entente entre les deux hommes n'avait pas été parfaite pendant les événements de

⁸⁸ DE GAULLE, Philippe : « *De Gaulle, mon père* », page 389.

⁸⁹ LACOUTURE, Jean : « *De Gaulle 3: Souverain* », page 676.

⁹⁰ Voir annexe numéro 2.

⁹¹ http://www.lefigaro.fr/politique/2007/06/10/01002-20070610ARTWWW90109-majorites_plethoriques_ou_etriqueees_les_surprises_des_legislatives.php, [13.05.2008].

Mai 68 – du moins la manifestation d’un processus d’éloignement et de rupture entre de Gaulle et Georges Pompidou, ce qui peut être considéré comme une des autres « gouttes » qui ont fait déborder le vase le 29 avril 1969.⁹²

Ainsi, le vrai gagnant des élections législatives n’est autre que Georges Pompidou et le gaullisme après de Gaulle. Mais le vieux général n’était pas encore prêt à laisser place à ses successeurs, c’est pour cela qu’il décida de nommer Maurice Couve de Murville Premier ministre.

Pompidou savait que ses jours en tant que Premier Ministre étaient comptés (et cela depuis les élections législatives de 1967) et naturellement il prenait ça comme une trahison de la part du président. Comme il est de coutume dans le monde politique, une trahison ne s’oublie pas, et la revanche allait être sans quartier ni honneur.

2.4 Le référendum⁹³

Pour en venir à la partie la plus importante de ce mémoire, et ce, la description et l’analyse du référendum du 27 avril 1969. Tous les événements de la politique intérieure et étrangère de la France des trois dernières années ont eu un impact considérable sur le résultat du Référendum.

Les français ont décidé de dire Non au général de Gaulle, à l’homme du 18 juin, à celui qui a préféré désertir et risquer sa vie pour la France. Néanmoins et en dépit de tout cela, la majorité du peuple français pensait que le temps était venu pour le Général de se retirer de la politique une fois de plus, mais cette fois c’était définitif. Des effusions choquantes et parfois même gênantes auxquelles le Général aimait s’adonner (que ce soit à propos du Québec, d’Israël ou même de la relation trop proche selon lui des anglais et des américains) à la réalité d’un fossé générationnel entre les jeunes de moins de trente ans (qui n’ont pas vécu la guerre ou du moins

⁹² VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la République gaullienne* », page 123.

⁹³ <http://mjp.univ-perp.fr/france/pj1969.htm>, [10.05.2008].

qui ne s'en rappellent pas) et ceux de plus de trente ans (qui l'ont vécue et qui voulaient à tout prix empêcher une chose pareille de se reproduire).

Celui qui se sentait le chef légitime de la France, mais qui avait su se réduire à la condition de président élu ou confirmé dans la confiance du peuple, a donc vu, implacablement, s'amenuiser ce qu'il a appelé, au dernier moment, « l'immense armée de ceux qui me soutiennent et qui, de toute façon, détiennent l'avenir de la patrie ».⁹⁴

Les sondages montrent très clairement que si les Français, pour la plupart n'ont en somme jamais été satisfaits de la politique économique et sociale de la V^e République, ils ont toujours su gré à son fondateur d'avoir enfin donné tête à la République.⁹⁵

On peut citer la conférence de presse du 9 septembre 1968 où le général maintenait : « Il va de soi que, sur cet ensemble qui comporte d'importants changements dans l'organisation de nos pouvoirs publics, c'est au peuple lui-même qu'il appartient de se prononcer. Cela est vrai sans doute en raison de la nature institutionnelle de la réforme. Mais cela est vrai aussi parce qu'une modification apportée par la voie parlementaire en ce qui a trait au Sénat exigerait que celui-ci fut d'accord. Or il serait inconvenant d'attendre du Sénat qu'il mette lui-même un terme à ce qu'il est. Nous allons donc au référendum».⁹⁶

Le général de Gaulle voulait ainsi renforcer son autorité et ce, en recevant le pouvoir présidentiel directement du peuple français. Pour cela le meilleur outil est le référendum.⁹⁷

Il a usé de cet outil plusieurs fois, et c'était à chaque fois une partie de poker avec un quitte ou double, soit il gagnait et voyait son mandat encore plus renforcé, soit il perdait et quittait le pouvoir immédiatement comme il l'a fait en avril 1969.

⁹⁴DRUON, Maurice et collectif : « *Charles de Gaulle* », page 182.

⁹⁵ Ibidem, page 182.

⁹⁶CHEVALLIER, Jean-Jacque, CARCASSONE, Guy, DUHAMEL, Olivier : *La V^e République 1958-2004, Histoire des institutions et des régimes politiques de la France*, Editions Armand Colin, Paris 2004, pages 158-159.

⁹⁷ <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/approfondissements/gaulle-referendum.html>, [10.05.2008].

Pour ce qui est du climat social et économique en avril 1969, il n'était pas bon ; l'inflation avait rapidement annulé une grande part des avantages acquis lors des négociations de Grenelle, les milieux d'affaires étaient ulcérés par le refus du général de Gaulle d'accepter une dévaluation qui leur paraissait nécessaire en novembre 1968.

Le climat politique n'était pas meilleur : à l'opposition évidente de la gauche qui pouvait espérer en appeler de sa défaite précédente, à l'opposition des centristes, menés vigoureusement par Jean Lecanuet, s'ajoutaient de graves incertitudes dans la majorité elle-même. Écarté du pouvoir, écarté de la présidence de la commission des finances, Valéry Giscard d'Estaing aggravait ses critiques et passait à l'opposition en annonçant qu'il voterait non au référendum.⁹⁸

Les sénateurs de leur côté, souvent fort influents en province, menaient évidemment une campagne très active contre un projet qui visait à leur disparition. A tous ces éléments négatifs, l'attitude de Georges Pompidou en ajouta un autre dont les effets psychologiques furent considérables. De passage à Rome le 17 janvier 1969, en réponse aux questions des journalistes, il indiquait qu'il serait candidat à la présidence de la République le jour venu.

La séparation entre de Gaulle et Pompidou était totale, durant un dîner à l'Élysée le 12 mars 1969, auquel étaient invités les Debré et les Pompidou, et qui avait pour but de montrer l'unité au sein des Gaullistes, les choses ont pris une autre tournure. Pompidou insiste que rien de ce qu'il a dit à Rome quelques mois plus tôt n'était pas un piège ou une trahison. « Mais vous avez répété votre offense » rétorqua de Gaulle.⁹⁹

Le 10 avril, à dix-sept jours du référendum, le Général a accordé un long entretien radiotélévisé à Michel Droit qui se faisait ce soir le porte-parole de l'opinion publique. Le référendum est-il anticonstitutionnel puisqu'il prévoit une réforme du Sénat ? Non, il est « *la source des institutions de notre actuel régime* », répondait-il rappelant que notre Constitution fut adoptée en 1958 par un référendum. Le 25 avril, au soir de sa dernière intervention

⁹⁸ <http://www.gaullisme.fr/42referendum69.htm>, [10.05.2008].

⁹⁹ COGAN, Charles: « *The Break-up: De Gaulle's Separation from Power* », page 190.

télévisée avant le scrutin, où il se propose d'écrire « la dernière page du chapitre que, voici quelque trente ans, il a ouvert dans l'histoire », le général de Gaulle n'y croit plus. Quittant le palais de l'Élysée pour Colombey où il passera le week-end, il a confié à l'un de ses proches : « Les carottes sont cuites ». ¹⁰⁰ La veille, un sondage réalisé par la Sofres a, pour la première fois, annoncé la victoire du « Non ». ¹⁰¹

Les résultats définitifs devaient confirmer ces pronostics et à 0 heures, de Gaulle faisait publier un communiqué depuis Colombey-les-Deux-Eglises : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi. »

Alain Poher, président du sénat, assura l'intérim jusqu'à la tenue de nouvelles élections en mai 1969. ¹⁰²

Les résultats du référendum sont d'autant plus spectaculaires que c'est le premier référendum négatif de la Cinquième République et, après celui du 5 mai 1946 rejetant le premier projet de Constitution pour la Quatrième République, le second de l'histoire électorale française. La décision, lourde de conséquences et de significations onze ans après le retour au pouvoir du général de Gaulle, est sans aucune ambiguïté :

1* Cela tient d'abord à *l'intensité de la participation*, certes inférieure aux records de 1958 et 1965 mais nettement supérieure à celle d'octobre 1962 ;

2* Cela tient en deuxième lieu à *l'importance de l'écart entre le non et le oui* : 1 432 680 voix en métropole, 1 105 349 seulement si l'on ajoute l'outre-mer où le oui continue de se situer au-dessus de 85% ;

3* Ce recul est dû en 1969 à *la défection du centre droit*. Il est en effet particulièrement marqué dans les bastions de la France catholique et modérée, alors que de Gaulle parait conserver l'essentiel de la fraction des couches populaires qui lui fait confiance depuis 1958. Le oui a la majorité dans 24 départements, le non dans 71. ¹⁰³

¹⁰⁰ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « Histoire de la république gaullienne », page 689.

¹⁰¹ <http://www.gaullisme.fr/42referendum69.htm>, [16.1.2008].

¹⁰² <http://www.politique.net/annees-de-gaulle/demission.htm>, [02.05.2008].

¹⁰³ LANCELOT, Alain : *Les Elections Nationales sous la V^e République*, Editions Que sais-je, Paris, 1998, page 47.

Pour comprendre pourquoi le peuple français a dit Non durant le référendum, il est surtout nécessaire de s'attarder sur les réformes que le Général proposait. La décentralisation et la réforme du Sénat, deux projets que le Général avait en tête de longue date (annoncés publiquement dans son discours de Bayeux en 1946).

Le projet de décentralisation qui est souvent médiatisée davantage que la réforme du Sénat a eu d'après moi un effet moindre sur le résultat du référendum. Il n'y avait pas de vrais opposants à la décentralisation comme il y en avait à la réforme du Sénat.

En ce qui concerne la déconcentration du pouvoir étatique central par la régionalisation, elle consistait à créer des conseils régionaux composés par trois cinquième d'élus (conseillers généraux et délégués de conseils municipaux) et par deux cinquième de représentants de chambres professionnelles, de syndicats ou d'associations ; ces élus locaux et ces « forces vives de la nation » auraient à traiter des problèmes d'aménagements du territoire ou de planification concernant leur région.

Pour ce qui est du Sénat, le projet avait pour but de transformer l'ancien Sénat en une sorte de Grand Conseil économique et social représentant aussi bien les collectivités territoriales que les forces économiques, sociales et culturelles : certains de ses membres (173) seraient élus pour six ans par de grands électeurs (conseillers régionaux et généraux, délégués des conseils municipaux) ; d'autres (146) seraient nommés par des organisations représentatives de la vie économique, sociale et culturelle. Mais ce Sénat n'aurait plus qu'un rôle consultatif : l'Assemblée nationale serait tenue de lui soumettre ses projets de loi, mais n'aurait pas à en suivre l'avis : elle resterait donc seule investie de la fonction législative. De plus, en cas de disparition du chef de l'Etat, ce ne serait plus le président du Sénat mais le Premier ministre qui assurerait l'intérim.¹⁰⁴

¹⁰⁴ BEZBAKH, Pierre, "*Histoire de la France contemporaine, de 1914 à nos jours*", Editions Bordas, Paris, 1990, page 207.

Mais malgré tout cela, il serait réaliste de croire que ce référendum aurait pu avoir une toute autre conclusion, en entrant dans le monde hypothétique des si, il serait crédible de dire, que :

- Si le référendum avait eu lieu seulement quelques jours après avoir été annoncé plutôt que deux mois plus tard, deux mois durant lesquels les ennemis du Général – le fameux cartel des « Non »¹⁰⁵ - n'ont cessé de le critiquer sans avoir de réponse cinglante, ce qui était la grande spécialité de cet artiste de la langue française, la réponse du oui aurait pu prévaloir.
- S'il ne portait pas sur un document de trente pages que très peu de Français ont pris le temps de lire mais plutôt sur une question simple, le oui aurait pu l'emporter.
- Si le général de Gaulle n'avait pas insisté à recourir à un référendum suicide, il aurait pu soumettre les deux projets à l'Assemblée nationale qui les aurait votés à la majorité absolue grâce à la victoire écrasante remportée par les gaullistes aux législatives de 1968.
- S'il ne portait pas sur deux questions mais une seule, forçant ainsi les Français à choisir entre un quitte ou double, il y a de grandes chances que la réponse aurait été oui et le Général aurait reçu de la part du peuple français le vote de confiance et de légitimité qui lui aurait permis de demeurer Chef de l'Etat et ainsi reporter la «rupture du contrat» à une date ultérieure inconnue (ou presque).

En effet il semblerait que le général avait déjà planifié son départ de la politique pour le 22 novembre 1970, le jour de ses 80 ans. Il avait informé ses proches (son gendre le général Alain de Boissieu et son fils, l'Amiral Philippe de Gaulle) et son Premier ministre (Georges Pompidou) de ses intentions.¹⁰⁶ Déjà en 1967, M. Giscard d'Estaing disait : « On peut imaginer que le général de Gaulle envisage de se retirer vers 1970 après avoir fait en 1969 un référendum. »¹⁰⁷

Le général de Gaulle venait de mettre en pratique ce qu'il avait toujours dit, qu'il existait entre lui et les Français un pacte particulier dont les référendums, outre leur projet propre, permettaient

¹⁰⁵ Le cartel des « non » était composé de plusieurs forces vives du pays menées par trois leaders charismatiques et ambitieux qui ne rêvaient qu'à remplacer le vieux chef à l'Elysée, il s'agit : du président du Sénat Alain Poher, du patron de la gauche François Mitterrand et du républicain indépendant Valéry Giscard d'Estaing.

¹⁰⁶ COGAN, Charles : « *De Gaulle's Separation from Power* », page 193.

¹⁰⁷ VIANSSON-PONTÉ, Pierre : « *Histoire de la république gaullienne* », page 524.

de vérifier le maintien. Selon lui, une réponse négative au référendum enlevait toute crédibilité ou légitimité à un chef d'Etat, ce qui se traduisait chez de Gaulle par une interdiction de pouvoir continuer sa mission.

Le général de Gaulle devait mourir un peu moins de 18 mois plus tard à Colombey-les-Deux-Eglises dans la soirée du 9 novembre 1970.

Sa mort provoquait une immense émotion dans le monde. « Un deuil planétaire » titrait *le Monde* (12 novembre 1970). De partout, des amis, des partisans ou des adversaires, affluaient les messages célébrant « un géant parmi les hommes » (*le Monde*, 12 novembre 1970).¹⁰⁸

Conclusion:

Ainsi après avoir brièvement résumé et analysé les événements principaux de la politique extérieure et intérieure liés au général de Gaulle durant les années 1967-1969, on peut essayer de clore le débat sur les raisons qui ont poussé le Général à mener jusqu'au bout le référendum sur la décentralisation et la réforme du Sénat qui était voué à l'échec.

Ne cessant de prouver son génie politique, de Gaulle se trouvait ainsi avec deux possibilités, deux façons de gagner, soit le peuple français lui montrait une fois de plus sa fidélité totale et votait *OUI*, soit il arrive ce qui est arrivé et le Général pouvait se retirer la tête haute sachant qu'il avait tenu jusque là et que sa mission était accomplie. La France avait repris sa place parmi les grandes puissances de ce monde, les Français pouvaient être fiers de n'être un satellite d'aucune des deux superpuissances, l'armée française pouvait se vanter de sa force de frappe

¹⁰⁸LACOUTURE, Jean : « *De Gaulle, 3. Le souverain, 1959-1970* », page 125.

nucléaire qui faisait d'elle un membre permanent du club très fermé des armées quasi-intouchables et l'économie française était en plein essor profitant pleinement des Trente Glorieuses. Les dégâts et la honte de la Seconde Guerre Mondiale étaient enfin effacés. L'Homme du 18 juin pouvait se retirer sachant que la France était un pays grand, fort et indépendant. De Gaulle avait réalisé son objectif essentiel, rendre à la France son rang.

Plus de trente-cinq ans après la mort du général de Gaulle, son rôle dans l'Histoire semble toujours aussi important. D'abord en raison de ce que l'homme a accompli : L'Appel du 18 juin, la réconciliation franco-allemande, l'amorce de la décentralisation territoriale et économique, la mise en place de la V^e République...

Mais le rôle de Charles de Gaulle est également capital en raison de ce que celui-ci symbolise : le refus inconditionnel mais lucide de la défaite, la restauration de l'honneur perdu, l'intelligence clairvoyante et souvent même prophétique.¹⁰⁹

Après tout, il semblerait que le « Non » du 29 avril 1969 n'était pas le résultat d'une faute commise par le Général, ou d'un événement que le Général n'a pas su gérer, mais plutôt un grand nombre de facteurs (la montée de la gauche, la désertion de ses anciens alliés, ses discours perçus comme choquants visant le peuple juif ou l'hégémonie américaine, etc.) qui, regroupés ont fait que le « géant parmi les hommes » ait enfin pu quitter le pouvoir avec la tête haute et la satisfaction du devoir accompli et de l'objectif atteint.

¹⁰⁹ ROSOUX, Valerie-Barbara : *La mémoire du général de Gaulle*, page 179.

Résumé :

Le mémoire de licence « la chute du président de Gaulle » est une analyse des événements de la politique étrangère et intérieure de la France durant les années 1967-69 et de leur impact sur les résultats du référendum du 29 avril 1969 sur la réforme du Sénat et la décentralisation.

La problématique que l'auteur s'efforce de résoudre est la suivante : pourquoi le général de Gaulle a-t-il insisté à organiser un référendum dont il savait que la réponse allait être négative ? Était-ce un suicide politique ou un dernier recours à la fidélité du peuple français ? Un moyen de rétablir une dernière fois la légitimité qui avait été remise en question par les événements de Mai 68.

En analysant les événements de la politique étrangère et intérieure et les réactions du Général, il est plus facile de pouvoir spéculer sur les raisons qui ont non seulement poussé de Gaulle à organiser le référendum mais aussi les raisons pour lesquelles le peuple français a voté « Non ».

Il semblerait que la théorie selon laquelle le général de Gaulle voulait palper l'ingratitude du peuple français et pouvoir enfin se retirer dignement sur ses propres termes est moins crédible – surtout dans le cas de cette figure emblématique de l'histoire française – que la théorie selon laquelle l'Homme du 18 juin voulait tout simplement recevoir un dernière fois la confiance du peuple français tout en faisant un pas de plus vers sa « certaine idée » de la France en la décentralisant et en réformant le Sénat.

Summary:

The Bachelor Thesis « La chute du président de Gaulle » focuses on two main axes: the foreign and domestic policy of de Gaulle in the years 1967 – 1969 and their impact on the April 29th 1969 Referendum on the Senate and decentralization.

The author tries to answer the following question: why did general de Gaulle insist on imposing a referendum that he knew he was going to lose? Was it political suicide or a last resort meant to regain the full support of the French people after the 1968 events? Analyzing the events in the years prior to the referendum, and the General's reactions to them, may enable, not only to answer these questions, but also to understand why the French voted « No ».

It would seem that the theory about de Gaulle testing the French people's gratefulness and wanting to retire with dignity is less credible - especially given the president's emblematic figure in France's history – than the theory about the General wanting to receive one last time the vote of confidence that would have enabled him to stay in power and finalize his “certain idée” of France by decentralizing the state and reforming the Senate.

Littérature :

Livres:

BARTHELET, Philippe ; GERMAIN-THOMAS, Olivier : *Charles de Gaulle, jour apres jour*.
Edition Guibert, Paris, 2000.

BERNSTEIN, Serge : *La France de l'expansion, I. La Republique gaullienne 1958-1969*.
Editions du Seuil, Paris, 1989.

BEZBAKH, Pierre : *Histoire de la France contemporaine, de 1914 a nos jours*. Editions Bordas, Paris, 1990.

CHEVALLIER, Jean-Jacque ; CARCASSONNE, Guy ; DUHAMEL, Olivier : *La V^e République 1958-2004, Histoire des institutions et des regimes politiques de la France*. Editions Armand Colin, Paris, 2004.

DE GAULLE, Charles : *Les memoires d'espoir, tome II: L'effort*. Editions Plon, Paris, 1971.

DE GAULLE, Charles : *Discours et Message, Tome V : Vers le terme 1966-1969*. Librairie Plon, 1970.

DE GAULLE, Philippe : *De Gaulle Mon Père** Entretiens avec Michel Tauriac*. Editions Plon, Paris, 2004.

DRUON, Maurice et collectif : *Charles de Gaulle*. Editions Réalités Hachette, 1973.

FAURE, Christine : *Mai 68 jour et nuit*. Edition Gallimar, Evreux, 1998.

FOUCHET, Christian : *Au Service du General de Gaulle*. Edition Plon, Mulhouse, 1971.

FROSSARD, André : *De Gaulle ou la France en général*. Editions Plon, Paris, 1989.

Institut Charles de Gaulle : *L'Aventure de la Bombe : De Gaulle et la Dissuasion Nucléaire 1958-1969*. Editions Plon, Paris, 1985.

JOHNSON, Paul : *Une Histoire du Monde Moderne II*. Editions Robert Laffont, Paris, 1985.

KURLANSKY, Mark : *1968: The Year that Rocked the World*. Vintage Publishing, London, 2005.

LACOUTURE, Jean : *De Gaulle, 3. Le souverain, 1959-1970*. Editions du Seuil, Paris, 1986.

LANCELOT, Alain : *Les Elections Nationales sous la V^e République*. Editions Que sais-je, Paris, 1998.

MAIER, Corinne : *De Gaulle et le gaullisme, Une mythologie d'aujourd'hui*. Les essentiels Milan, 2003.

MAZZUCCHETTI, Denis et FREDJ, Claire: *Le gaullisme de 1940 à nos jours*. Optiques Histoire, Editions Hatier, Paris, 1995.

PEYREFITTE, Alain : *C'était De Gaulle*. Editions de Fallois, Paris, 2000.

ROUSSEL, Eric : *Charles de Gaulle*. Editions Gallimard, Paris, 2002.

RATTE, Philippe : *De Gaulle*. Larousse, Montreal, 2000.

ROSOUX, Valerie-Barbara : *La mémoire du General de Gaulle*. Edition Bruylant-Academia, Louvain-la-Neuve, 1998.

REMOND, René : *Notre siècle, 1918-1991*. Editions Fayard, Evreux, 1991.

VIANSSON-PONTÉ, Pierre : *Histoire de la republique gaullienne, Mai 1958 - Avril 1969*. Editions Robert Lafon, Paris, 1971.

Articles :

COGAN, Charles G. : *The Break-up: General De Gaulle's Separation from Power*, Journal of Contemporary History, Vol. 27, No. 1. (Jan., 1992), pp. 167-199.

DE CARMOY, Guy: *The Last Year of De Gaulle's Foreign Policy*, International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 45, No. 3. (Jul., 1969), pp. 424-435.

FEENBERG, Andrew : *Remembering the May Events*, Theory and Society, Vol.6, No.1 (Jul., 1978), pp. 29-53.

GROSSER, Alfred : *General de Gaulle and the Foreign Policy of the Fifth Republic*, International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 39, No. 2. (Apr., 1963), pp. 198-213.

PICKLES, Dorothy: *The Decline of Gaullist foreign policy*, International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 51, No. 2 (Apr., 1975), pp. 220-235.

WILSON, Franck : *Gaullism without de Gaulle*, The Western Political Quarterly, Vol. 26, No. 3. (Sep., 1973), pp. 485-506.

Sites internet:

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/approfondissements/gaulle-referendum.html>, 01.09.2007.

http://www.cde4.com/fra/respedago/histoire_geo/1230.htm, 01.09.2007.

http://cde.4.free.fr/fra/respedago/histoire_geo/1231.htm, 01.09.2007.

http://cde.4.free.fr/fra/respedago/histoire_geo/1232.htm, 01.09.2007.

http://www.roi-president.com/elections_legislatives/legislatives_1968.php, 04.09.2007.

<http://frontenac.ameriques.free.fr/de-gaulle-quebec.php>, 07.09.2007.

<http://www.quotationsbook.com/author/2762/>, 16.09.2007.

<http://www.fordham.edu/halsall/mod/1967-degaulle-non-uk.html>, 18.10.2007.

http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/november/27/newsid_4187000/4187714.stm, 18.10.2007.

http://archives.cbc.ca/IDC-1-73-236-1132-10/on_this_day/politics_economy/vive_quebec_libre, 18.10.2007.

http://www.questionsquestions.net/docs/may68_vs_degaulle.html, 18.10.2007.

<http://www.politique.net/annees-de-gaulle/demission.htm>, 09.12.2007.

<http://membres.lycos.fr/equipe56/mai68.htm>, 09.12.2007.

<http://www.ena.lu/europe/1957-1968-succes-crises/conference-presse-charles-gaulle-1967.htm>, 09.12.2007.

<http://www.fdesouche.com/?p=1264>, 16.1.2008.

<http://www.radio.cz/fr/article/99170>, 16.1.2008.

<http://membres.lycos.fr/mai68/degaulle/degaulle24mai1968.htm>, 16.1.2008.

<http://membres.lycos.fr/mai68/degaulle/degaulle30mai1968.htm>, 16.1.2008.

<http://www.politique.net/annees-de-gaulle/mai-1968.htm>, 16.1.2008.

http://www.lefigaro.fr/politique/2007/06/10/01002-20070610ARTWWW90109-majorites_plethoriques_ou_etriquees_les_surprises_des_legislatives.php, 16.1.2008.

<http://www.histoiredesjuifs.com/articles.php?lng=fr&pg=611>, 20.1.2008.

<http://home.worldonline.dk/nicolas/Opg-fr-udr.PDF>, 10.2.2008.

http://www.charles-de-gaulle.org/article_print.php?id_article=113, 10.2.2008.

http://www.monde-diplomatique.fr/2003/03/LA_GORCE/9981, 10.2.2008.

<http://nuclearweaponarchive.org/France/FranceOrigin.html>, 10.02.2008.

<http://www.acdis.uiuc.edu/research/OPs/Pederson/html/contents/sect8.html>, 10.02.2008.

<http://www.cartage.org.lb/fr/themes/Biographies/mainbiographie/G/degaulle/1.html>, 10.02.2008.

<http://mjp.univ-perp.fr/france/pjl1969.htm>, 4.03.2008.

<http://degaulle.ina.fr/Php/FicheImprimable.php?IdentifiantFromFlash=Gaulle00141>, 10.05.2008.

Liste d'annexes:

- 1- Article de Pierre Viansson-Ponte dans Le Monde du 15 Mars 1968 (article de journal).
- 2- Les resultats des elections legislatives de 1968 (tableaux et graph).
- 3- Résultats du Referendum sur la Régionalisation et la Réforme du Sénat (tableau).
- 4- Entretien entre le général de Gaulle et son fils l'amiral Philippe de Gaulle Durant les événements de Mai 68 (extrait de livre).

Annexes :

Annexe 1: Article de Pierre Viansson-Ponte dans Le Monde du 15 Mars 1968 (article de journal) :

Le 15 mars 1968, Le Monde publie un article de Pierre Viansson-Ponté sur l'état de la société française, appelé à un grand retentissement.

Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde. La guerre du Vietnam les émeut, certes, mais elle ne les touche pas vraiment. Invités à réunir " un milliard pour le Vietnam ", 20 F par tête, 33 F par adulte, ils sont, après plus d'un an de collectes, bien loin du compte.

D'ailleurs, à l'exception de quelques engagés d'un côté ou de l'autre, tous, du premier d'entre eux au dernier, voient cette guerre avec les mêmes yeux, ou à peu près. Le conflit du Moyen-Orient a provoqué une petite fièvre au début de l'été dernier : la chevauchée héroïque remuait des réactions viscérales, des sentiments et des opinions en six jours, l'accès était terminé. Les guérillas d'Amérique latine et l'effervescence cubaine ont été, un temps, à la mode elles ne sont plus guère qu'un sujet de travaux pratiques pour sociologues de gauche et l'objet de motions pour intellectuels. Cinq cent

mille morts peut-être en Indonésie, cinquante mille tués au Biafra, un coup d'Etat en Grèce, les expulsions du Kenya, l' " apartheid " sud-africaine, les tensions en Inde : ce n'est guère que la monnaie quotidienne de l'information. La crise des partis communistes et la révolution culturelle chinoise semblent équilibrer le malaise noir aux Etats-Unis et les difficultés anglaises.

De toute façon, ce sont leurs affaires, pas les nôtres. Rien de tout cela ne nous atteint directement : d'ailleurs la télévision nous répète au moins trois fois chaque soir que la France est en paix pour la première fois depuis bientôt trente ans et qu'elle n'est ni impliquée ni concernée nulle où que ce soit dans le monde.

La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Egypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité. Les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme. Quant aux jeunes ouvriers, ils cherchent du travail et n'en trouvent pas. Les empoignades, les homélies et les apostrophes des hommes politiques de tout bord paraissent à tous ces jeunes, au mieux plutôt comiques, au pis tout à fait inutiles, presque toujours incompréhensibles.

Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : l'état du compte en banque de Killy, l'encombrement des autoroutes, le tiercé, qui continue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France.

Le général de Gaulle s'ennuie. Il s'était bien juré de ne plus inaugurer les chrysanthèmes et il continue d'aller, officiel et bonhomme, du Salon de l'agriculture à la Foire de Lyon. Que faire d'autre ? Il s'efforce parfois, sans grand succès, de dramatiser la vie quotidienne en s'exagérant à haute voix les dangers extérieurs et les périls intérieurs. A voix basse, il soupire de découragement devant la " vachardise " de ses

compatriotes qui, pourtant, s'en sont remis à lui une fois pour toutes de leurs affaires. Ce qui fait d'ailleurs que la télévision ne manque pas une occasion de rappeler que le gouvernement est stable pour la première fois depuis un siècle.

Seuls quelques centaines de milliers de Français ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans écrasés par le progrès, victimes de la nécessaire concentration et de la concurrence de plus en plus rude, vieillards plus ou moins abandonnés de tous. Ceux-là sont si absorbés par leurs soucis qu'ils n'ont pas le temps de s'ennuyer, ni d'ailleurs le coeur à manifester et à s'agiter. Et ils ennuient tout le monde. La télévision, qui est faite pour distraire, ne parle pas assez d'eux. Aussi le calme règne-t-il.

La réplique, bien sûr, est facile : c'est peut-être cela qu'on appelle, pour un peuple, le bonheur. Devrait-on regretter les guerres, les crises, les grèves ? Seuls ceux qui ne rêvent que plaies et bosses, bouleversements et désordres, se plaignent de la paix, de la stabilité, du calme social.

L'argument est fort. Aux pires moments des drames d'Indochine et d'Algérie, à l'époque des gouvernements à secousses qui défilaient comme les images du kaléidoscope, au temps où la classe ouvrière devait arracher la moindre concession par la menace et la force, il n'y avait pas lieu d'être particulièrement fier de la France. Mais n'y a-t-il vraiment pas d'autre choix qu'entre l'immobilité et la tempête ? Et puis, de toute façon, les bons sentiments ne dissipent pas l'ennui, ils contribueraient plutôt à l'accroître.

Cet état de mélancolie devrait normalement servir l'opposition. Les Français ont souvent montré qu'ils aiment le changement pour le changement, quoi qu'il puisse leur en coûter. Un pouvoir de gauche serait-il plus gai que l'actuel régime ? La tentation sera sans doute de plus en plus grande, au fil des années, d'essayer, simplement pour voir, comme au poker. L'agitation passée, on risque de retrouver la même atmosphère pesante, stérilisante aussi. On ne construit rien sans enthousiasme. Le vrai but de la

politique n'est pas d'administrer le moins mal possible le bien commun, de réaliser quelques progrès ou au moins de ne pas les empêcher, d'exprimer en lois et décrets l'évolution inévitable. Au niveau le plus élevé, il est de conduire un peuple, de lui ouvrir des horizons, de susciter des élans, même s'il doit y avoir un peu de bousculade, des réactions imprudentes.

Dans une petite France presque réduite à l'hexagone, qui n'est pas vraiment malheureuse ni vraiment prospère, en paix avec tout le monde, sans grande prise sur les événements mondiaux, l'ardeur et l'imagination sont aussi nécessaires que le bien-être et l'expansion.

Ce n'est certes pas facile. L'impératif vaut d'ailleurs pour l'opposition autant que pour le pouvoir. S'il n'est pas satisfait, l'anesthésie risque de provoquer la consommation. Et à la limite, cela s'est vu, un pays peut aussi périr d'ennui.

Pierre Viansson-Ponté

15 Mars 1968

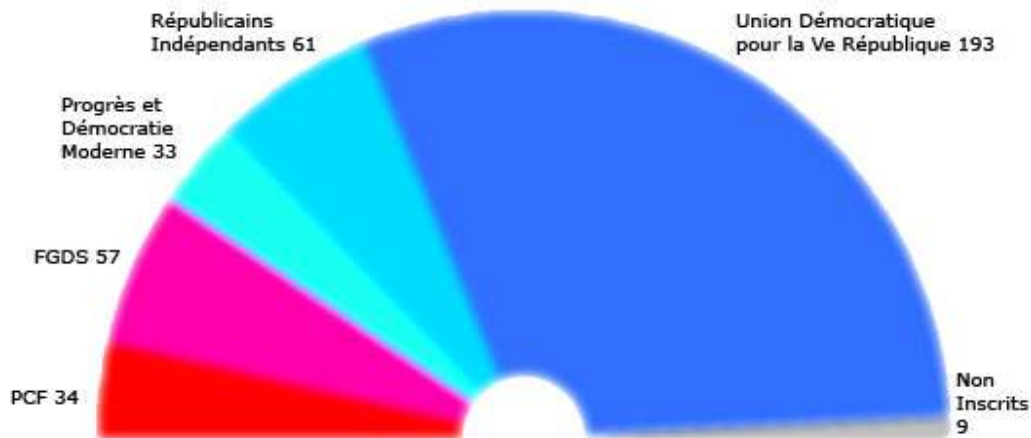
Annexe 2: Les résultats des élections législatives de 1968 (tableaux et graphe) :

23 juin 1968		
Inscrits	28 181 848	100,00%
Votants	22 532 407	79,95%
Abstentions	5 649 441	20,04%
Blancs ou nuls	541 877	1,40%
Exprimés	23 751 213	78,58%

30 juin 1968		
Inscrits	19 266 974	100,00%

Votants	14 994 174	77,80%
Abstentions	4 272 800	22,17%
Blancs ou nuls	416 762	2,20%
Exprimés	14 577 412	75,60%

Législatives 1968 ¹¹⁰



Les résultats en chiffres

Résultats	1er tour		2e tour	
	Votes	Pourcentage	Votes	Pourcentage
UDR	9 667 532	43,65%	6 762 170	46,39%
FGDS	3 660 250	16,53%	3 097 338	21,25%
PCF	4 434 832	20,02%	2 935 775	20,14%
PDM	2 289 849	10,34%	1 141 305	7,83%
Divers droite	917 758	4,14%	496 463	3,41%
Extrême gauche	873 581	3,95%	83 777	0,57%
PSU	163 482	0,74%	60 584	0,42%
Technique et démocratie	77 360	0,35%		

¹¹⁰ http://www.roi-president.com/elections_legislatives/legislatives_1968.php, [04.09.07].

Mouvement pour la réforme	33 835	0,15%		
Extrême droite	28 736	0,13%		

Annexe 3 : Résultats du Referendum sur la Régionalisation et la Réforme du Sénat (tableau) :

Électeurs inscrits ¹¹¹	29.392.390	
Votants	23.552.611	80.13%
Suffrages exprimés	22.908.855	77.95%
OUI	10.901.753	47.58%
NON	12.007.102	52,42%

Annexe 4: Entretien entre le général de Gaulle et son fils l'amiral Philippe de Gaulle Durant les événements de Mai 68 (extrait de livre) :

« Je le retrouve donc dans son bureau, assis dans son fauteuil. Il paraît fatigué et parle d'abord avec détachement, comme absent, mais parfois une lueur d'irritation passe dans son regard. Notre entretien sera orageux. J'aborde aussitôt le sujet qui me préoccupe en priorité. J'ai remarqué l'insuffisance de sécurité au palais présidentiel. Je lui suggère notamment qu'on fasse cantonner à proximité du ministère de la Marine, rue Royale, trois ou quatre unités de fusiliers marins commandos, soit environ deux cent cinquante hommes, pour le cas où l'Elysée serait directement pris à partie. L'expérience de ces derniers jours où l'on a vu deux manifestations menaçantes s'approcher non loin du palais lui inspire sans doute la même idée. Elle transparait dans sa réflexion. Il convient: «Après tout, ce n'est qu'une résidence bien vulnérable avec ses

¹¹¹ http://www.gaullisme.fr/ref_69_result.htm, [16.1.08].

jardins accessibles de tous cotés. » Mais je le sens s'impatienter. L'orage gronde et soudain éclate. Pointé, son index traverse l'air devant lui : « Mais quoi ! Tu n'es quand même pas venu ici pour me parler d'une histoire de garde de palais ! Il y a quand même aujourd'hui des choses plus importantes dont nous pourrions discuter, non ? » Puis, radouci, mains à plat sur le bras du fauteuil : « Dis-moi plutôt ce que tu penses de cette sinistre comédie. » Je lui fais part de mon inquiétude. La France ressemble à un navire sans gouvernail en pleine tempête. Il acquiesce d'une voix sans ressort, comme lassée de devoir s'extraire de lui : « A part deux ou trois ministres, et encore ! Le gouvernement ne suit plus mes directives. Je n'ai plus barre sur personne. J'ai pratiquement perdu le contrôle de l'exécutif. Pompidou laisse pourrir. Jusqu'à quand ? » Je le dévisage. Où est l'homme du 18 Juin, le premier résistant de France, celui qui a dit non à la capitulation, au compromis avec l'ennemi, qui a tenu tête à Churchill, à Roosevelt, à Staline, celui que le monde entier a admiré, même quand on n'était pas d'accord avec lui ? Où est le fondateur de la V^e République ? Dans ce fauteuil, face à moi, je vois maintenant un père meurtri et désabusé, sans doute un peu irrité mais surtout lassé du spectacle combien décevant que montre notre pays, comme devenu indifférent et résigné, sans réaction. Alors après avoir soufflé un bon coup, je prends mon courage à deux mains et lui lâche le plus doucement possible, sur le ton le plus respectueux qui soit, ce que j'avais mûrement réfléchi pendant des heures. « Papa, lui dis-je, il faut bien voir qu'à terme votre règne est fini. Après les avoir une fois de plus tirés d'un mauvais pas, les Français ne veulent plus de vous. Ils ne veulent d'ailleurs rien, si ce n'est profiter de ce que vous leur avez apporté. » Silence. Je le dévisage de nouveau. Subitement, le sanglier est revenu en lui. Je sens qu'il va bondir, foncer. Je mesure mon impudence. Ce n'est pas mon père que je viens d'interpeller de la sorte, mais le plus haut personnage de l'Etat. Plus encore : Charles de Gaulle.

Il se lève, dresse les bras au dessus de lui, les fait retomber dans le même élan brutal et s'écrie : « Je ne peux tout de même pas laisser la France à un Mitterrand ou à un Cohn-Bendit ! ». Enhardi, j'insiste. Le lui explique que pour que la France se ressaisisse, il faut créer un choc et qu'il ne peut compter que sur lui-même pour le faire car personne n'en est capable. Mais d'abord, il doit quitter Paris qui est devenu un piège. Il faut s'en dégager sans attendre. »¹¹²

¹¹² DE GAULLE Philippe: *De Gaulle Mon Père** Entretiens avec Michel Tauriac*, page 395